

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 novembre 2019

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 12 novembre 2019
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 25
Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 5
Nombre de Conseillers municipaux absents : 3

L'an deux mille dix-neuf, le 23 novembre à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Vincent **POUTIER**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Ali **OUATIZERGA**, Laurence **VOIGNIER**, Christian **SUAU**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Carole **BRESCHET**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Jean Christian **REY** procuration à J-Y Chapelet, Aldjia **SAAIDIA** procuration à D. Rieu, François **PENCHENIER** procuration à M. Couston, Murielle **ISNARD** procuration à G. Pages, Yvette **ORTIZ** procuration à S. Rouquairol

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**, Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Vincent **POUTIER**

Jean-Yves CHAPELET : Nous allons attendre que tout le monde arrive car vous savez tous ce que l'on est en train de vivre en ce moment. Malgré cela nous avons maintenu le Conseil municipal, il n'y a pas de raison. M. Poutier est reparti parce que c'est lui qui est d'astreinte, il est sur le terrain en ce moment et il va revenir. Je pense M. Roux Claude, qu'il y a une possibilité que vous disparaissiez du Conseil quelques minutes ? Je voudrais remercier les élus qui ont monté des quarts cette nuit pour surveiller la montée de la Cèze et ce matin de bonne heure, j'étais sur le terrain avec la Directrice Générale de Services, pour faire le tour de Bagnols et c'est vrai qu'il y a de l'eau partout, je pense que c'est clair.

Pour votre gouverne, nous sommes en train de fermer la passerelle. On avait mis en pré alerte les services techniques donc tous les panneautages sont déjà dans les camions, tout est prêt. On a quelques plaques d'égouts qui se sont levées, quelques bouts de goudron en bas de Vigan-Braquet qui se sont enlevés.

A l'heure où je vous parle, selon nos prévisions et notre connaissance du terrain, la Cèze devrait monter à 6 m, cela veut dire qu'à 6 m on ferme ce que l'on appelle le « Pont de Giordani », on fait un tour sur le chemin de Bercon, toute cette zone-là. On devrait s'en sortir sans soucis.

2^{ème} chose avant de commencer, je veux remercier les cadets de la République qui nous font l'honneur de venir nous voir. Je leur ai fait un petit oral de présentation tout à l'heure sur ce qu'est le Conseil Municipal donc sachez que si je vois qu'on les perd un petit peu dans nos débats ou qu'ils ne comprennent pas, j'arrêterai le Conseil Municipal pour faire un peu de pédagogie. En tous les cas, mon adjutant, je vous remercie de votre présence et sachez que pour les élus de la République que nous sommes, c'est vraiment très important et très valorisant d'accueillir autant de jeunes. Merci beaucoup pour cet exercice pédagogique mais qui est bien plus qu'un exercice pédagogique.

Ensuite, si vous êtes d'accord, je vais faire l'appel et si vous le permettez, ne serait-ce que pour libérer le travail, j'avais prévu de faire la présentation du 1^{er} projet de la réfection de la Pyramide, donc on le fera tout de suite après, comme ça on s'en débarrassera et on pourra partir sur le déroulé du Conseil Municipal si cela vous convient.

Jean-Pierre NAVARRO : J'ai des excuses à vous présenter d'emblée parce que je serai obligé de quitter la séance avant la fin donc je m'en excuse auprès de toute l'assemblée particulièrement auprès de la jeunesse. Vive la jeunesse.

Jean-Yves CHAPELET : D'accord. Donc, nous allons commencer ce Conseil Municipal par une présentation du projet de la Pyramide. Comme vous l'avez vu lors des délibérations précédentes nous avons décidé de reprendre la Pyramide. Donc depuis maintenant une année nous avons 3 commissions qui travaillent :

- une sur le financement,
- une sur la technique,
- Une pour voir comment se dispenser de cet outil sur la commune pendant la durée des travaux.

Je rappelle que ce n'est pas un concours d'architectes, c'est une mission d'architectes et c'est une société qui travaille avec nous maintenant depuis le mois de mai de l'année dernière qui a été choisie suite à un appel d'offre. Le montant des travaux de déconstruction, de reconstruction sont de 3.2 millions d'euros.

Mme Courbey, vous allez me corriger si je me trompe, mais la dernière utilisation de la Pyramide sera pour le concert du 1^{er} janvier et après, il y aura une phase de déconstruction, de démolition, et une phase de construction. En termes de délais, très prochainement il va y avoir l'annonce du chantier, des panneaux officiels pour afficher le permis de construire et le permis de démolir et on va aussi avoir la mise en place du chantier qui devrait intervenir.

Je rappelle nos trois volontés :

- La 1^{re} volonté, c'est que ce chantier se déroule dans un délai raisonnable, c'est-à-dire entre 18 et 24 mois.
- 2^{ème} volonté, c'est au niveau des places. On sait fort bien que 300 places, c'est juste pour pouvoir accueillir beaucoup de spectacles. C'est entre 400 et 500 places que cette salle oscille justement pour pouvoir accueillir les spectacles qui nous échappent un peu. Lorsque nous avons écrit le plan pluriannuel d'investissement, le montant était aux alentours de 3 millions, 3.5 millions, ce montant-là doit être respecté.
- 3^{ème} volonté et c'est peut-être la plus dure à respecter aujourd'hui, c'est de la construire en lieu et place. Pourquoi ? Parce que c'est un marqueur territorial fort. Si vous habitez Lirac, si vous habitez Montclus, si vous êtes venus à un moment donné au collège à Bagnols, la Pyramide c'est une entité. Elle est centrale, tout le monde la connaît donc il fallait la reconstruire en lieu et place. Je sais, tout le monde le dit, ça nous crée des problèmes de parking, des problèmes de circulation, mais c'est tellement important et c'est aussi un lieu important de vie au sein des Escanaux et on veut que cette continuité perdure.

Serge ROUQUAIROL : M. le Maire vous avez fait un choix que je peux me permettre de qualifier de judicieux parce que jusqu'à il y a un certain nombre d'années encore, 2-3 ans peut-être, on pouvait se poser la question de restaurer l'ensemble. On est arrivé maintenant et c'est valable pour tous les équipements, c'est un débat qui a lieu dans l'Agglo à propos d'autres équipements tout aussi importants, c'est valable pour tous les équipements des collectivités territoriales. Passé un certain délai, leur restauration ne vaut plus le coup. Le jeu n'en vaut plus la chandelle. Il faut déconstruire et reconstruire, c'est la solution de raison. C'est une solution devant laquelle nous, nous sommes prêts à vous donner quitus parce que c'est une solution qui intervient au moment où on ne pouvait plus faire autrement de toute façon. Et puis deuxièmement après l'argumentaire que vous venez de développer, nous y souscrivons totalement. Il y a des équipements qui ont leurs places socio économique dans la ville, les déplacer sans raison, c'est vraiment chercher le bâton pour se faire battre. Peut-être d'ailleurs est-ce la question à se poser sur le musée *a posteriori*.

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que cette zone-là aussi est en zone ANRU et Cœur de Ville. Donc en termes de financements, c'est important. La Pyramide, ce n'est que la 1^{re} phase du chantier qui en comporte deux, c'est-à-dire une phase sur la Pyramide et une autre qui interviendra plus tard sur les salles que l'on appelle A, B, C, D. Comme vous venez de le dire, aujourd'hui la possibilité de rénover était éloignée parce qu'en termes de performances énergétiques on était très loin du compte et pour atteindre les performances exigées pour obtenir les subventions de la Région, techniquement pour le coup, on n'y arrivait pas. Donc, nous repartons sur une reconstruction. Une chose que j'ai oublié de dire tout à l'heure, nous essayons d'avoir aujourd'hui et je pense que c'est validé, une capacité d'accueil entre 450 et 500 places assises mais nous essayons de travailler sur une jauge de 750 places en repliant la

moitié des gradins. Ce sont des techniques qui sont parfaitement connues mais nous avons encore un petit problème de bouclage financier autour de cela parce que je ne débordrai pas des 3.2 millions, donc il faut que l'on ait de l'intelligence pour chercher encore quelques gains mais si on peut monter à une jauge de 750 cela nous permettrait d'aller chercher encore d'autres spectacles.

Je remercie énormément le service culturel et Mme Gourbey, parce que c'est quand même l'élément essentiel de Bagnols, il a fallu trouver des solutions de repli.

Et puis le dernier volet, comme je le disais tout à l'heure, c'est en zone ANRU, on y reviendra lors de ce Conseil municipal et qu'il fallait laisser cet élément urbanistique en plein milieu des Escanaux.

Voilà le projet. Ici vous voyez les bassins de la piscine, là vous avez le 1^{er} élément, la multi qui est ici, là vous avez les salles A, B, C, D et donc la partie centrale de la salle de spectacles est ici. Elle a un mur qui est dans l'alignement urbain et un décalage sur la salle de spectacles pour donner cet effet un peu de cône. Ce que l'on a aussi essayé de respecter, c'est d'avoir une architecture cohérente avec la salle multiculturelle qui est un peu anguleuse, donc on perd un peu l'aspect pyramide. Une des choses qu'il faut préciser et vous allez le découvrir, c'est que l'entrée principale ne sera plus du côté de la piscine, mais sera du côté de la multi pour donner justement cette notion de liaison entre ces 2 salles. Donc devant, nous aurons un parvis et dans le projet rénovation urbaine une des volontés, c'est de relier, alors est-ce que techniquement ce sera par un parvis, est-ce que ce sera par des couvertures, mais de relier ces 2 ensembles ce qui donnera une notion un petit peu de forum.

La circulation aux abords va rester la même mais c'est l'autre projet ANRU, on le présentera le moment voulu lorsqu'on va signer le protocole mais vous allez voir que tout autour de cette zone vous aurez un aménagement urbain. Pour la partie arrière, les salles A à D, c'est la phase 2 donc c'est celle que l'on devra lancer une fois que cette partie sera faite, vous êtes du côté de la piscine, vous aurez quand même une entrée secondaire du côté de la piscine avec un petit parvis créé ici. J'ai voulu vous présenter la phase 2 pour que vous compreniez la cohérence entre les deux. Ce qui ne présage pas du projet mais ce que l'on essaye de garder c'est une cohérence entre les deux. Sur la phase 1 vous êtes du côté du parvis donc du côté de la multiculturelle, donc l'entrée, vous pouvez l'identifier elle est ici. La salle de spectacles c'est ce grand dôme. Le financement du projet aujourd'hui est à 3.5 millions, la ville de Bagnols abonde à hauteur de 34 %. Encore une fois c'est un projet où l'on est subventionné à 65%, la Région Occitanie c'est 1.4 million, la D.P.V (Dotation Politique de la Ville) c'est 600 k€, le Département c'est 500 k€ et l'Agglomération c'est 186 K€ à travers les fonds de concours. Donc, c'est un projet comme j'aurai à le dire dans le DOB où le financement est conséquent.

Serge ROUQUAIROL : L'État n'intervient qu'à travers la politique de la ville ? Il n'y a pas un aspect Ministère des affaires culturelles ?

Jean-Yves CHAPELET : Pour l'instant sur le 1^{re} tour de table on est assuré de la D.P.V. Après vous connaissez la vie des projets, c'est-à-dire que plus on va avancer, plus on va aller compléter ces financements.

Serge ROUQUAIROL : D'accord.

Christian ROUX : Et les fonds européens ?

Jean-Yves CHAPELET : Ils sont à travers la Région. Je laisserai tout à l'heure la parole à la Conseillère Régionale. Comme je vous le disais tout à l'heure, le début de la démolition est prévu pour début 2020, début de la construction en mai et la fin de la construction c'est sur le dernier trimestre 2021, donc nous avons là entre 1 an ½ et 24 mois de travaux.

Claudine PRAT : Est-ce que l'on sait déjà s'il y a de l'amiante à démolir ?

Jean-Yves CHAPELET : Tous les bâtiments de la commune ont un diagnostic amiante. Aujourd'hui dans les diagnostics qui ont été faits il n'y a aucune amiante dedans. Le seul bémol pourrait se situer au niveau des tuyaux de fibre ciment qui pourraient être dans la dalle, mais on ne le découvrira qu'au moment de la démolition.

Pour les salles annexes, nous allons faire des aménagements légers de telle manière que pendant le chantier de la Pyramide, celles-ci continueront à tourner, tels que avec un chauffage léger pour chaque salle et une issue de secours supplémentaire pour rester dans les normes d'utilisations.

Ghislaine COURBEY : Juste une petite précision : par exemple, quand on parle « d'intérêt communautaire » ce n'est pas seulement communautaire. On fait complet à chaque représentation, on a beaucoup de chèques et l'on se rend compte que ça va bien au-delà de l'Agglo, même beaucoup plus loin que l'Agglo par rapport à la programmation. Ça a été un point important quand on a présenté le projet avec Catherine Eysseric pour demander des subventions à la Région.

Catherine EYSSERIC : Dans son projet culturel, la Région, a à cœur que tous les territoires puissent avoir des équipements structurants importants, vraiment au plus près des spectateurs et que finalement cela participe aussi à un maillage territorial de la culture avec une mise en réseau. Evidemment qu'au vu de l'organisation culturelle à Bagnols, il y avait des prérequis sur l'organisation du service, le fait d'avoir des régisseurs, d'avoir un service culturel qui fait de la programmation professionnelle, c'était un des prérequis. Le fait que le service culturel travaille en réseau avec d'autres partenaires de la Région, je pense au Cratère d'Alès, je pense aussi à Uzès pour la danse, il y a un certain nombre de partenariats qui ont aussi compté sur le fait que cet équipement a pu être considéré comme d'intérêt régional et donc du coup le financement de 35 % est élevé.

A priori, à ce stade là, c'est un équipement qui ne profitera pas des fonds FEDER mais il y a d'autres projets, notamment la réfection du stade Léo-Lagrange qui va, lui, en profiter pleinement donc on voit bien qu'en fonction des projets, les fonds FEDER peuvent ou non être mobilisés. C'est vrai que la Région, actuellement, est en train de construire les fonds FEDER pour la prochaine période donc peut-être que pour la phase 2, je ne sais pas si les choses seront revues, mais pour l'instant en tous cas, 35 % de subvention de la Région du fait de la centralité dont le maire a bien positionné l'enjeu culturel sont des bonnes raisons pour que la Région s'implique dans ce projet de façon importante.

Jean-Yves CHAPELET : Je tenais à vous présenter ce projet qui nous a beaucoup occupés, qui va continuer à nous occuper de façon importante. Comme l'a dit M. Rouquairol tout à l'heure, il est plus que temps de prendre ce dossier en main qui va impacter énormément la vie des Bagnolais parce que c'est un élément central de vie.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 29 juin 2019**

Jean-Yves CHAPELET : Il y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ?

Jean-Pierre NAVARRO : Ce rapport est toujours aussi fidèle et toujours aussi bien rédigé. Je félicite les personnes qui s'attachent à cette tâche difficile.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous informe que nous avons aussi un nouveau Conseil municipal des jeunes et des enfants qui a été élu et qui a siégé pour la 1^{re} fois. Sachez que l'on a de nouveaux petits collègues qui nous entourent, qui arrivent. Tu veux dire un mot dessus ?

Karine GARDY : Je pense qu'ils auront des idées merveilleuses encore à nous proposer et je remercie aussi les anciens qui ont fait la passation ce jour-là et j'espère que le nouveau Conseil municipal ira dans le même sens que leurs prédécesseurs.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Donc je le mets au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 1 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Débat d'orientations budgétaires 2020**

1/Note synthétique de présentation :

Voir documents joints en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Nous entamons aujourd'hui le cycle budgétaire dont le débat d'orientations budgétaires (DOB) constitue la première étape.

Je rappelle que ce débat permet d'éclairer les choix budgétaires qui déterminent les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il porte sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Également, présentation est faite de la structure communale et de l'évolution de ses dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Comme chaque année, il convient de tenir compte de la loi de finances et du contexte local pour garantir un service public de qualité au profit des Bagnolais et assurer ainsi un développement équilibré de la ville tout en veillant à maintenir une situation financière saine et pérenne.

C'est donc une étape obligatoire ouvrant à débat au sein du conseil municipal qui prend acte par une délibération spécifique.

I - Contexte économique général :

La croissance mondiale ne devrait pas dépasser 3 % en 2019. Soit son rythme le plus faible depuis la crise financière de 2009 (contre 3,6 % en 2018).

C'est 0,3 point de moins par rapport aux dernières prévisions du FMI en avril dernier. Parmi les raisons invoquées par le FMI, notons : les incertitudes liées au Brexit et les tensions commerciales entre les deux plus grandes puissances économiques de la planète, la Chine et les Etats-Unis, qui ont entraîné une hausse des tarifs douaniers et entamé la confiance des entreprises.

Pour 2020, le FMI anticipe une légère accélération (à 3,4 %), soutenue par les pays émergents.

La croissance anticipée du produit intérieur brut (le PIB) de la France en 2019 est de 1,3%.

Notre pays résiste mieux que certains de nos voisins européens au ralentissement mondial généralisé. En Allemagne, la croissance annuelle est en effet attendue à seulement 0,6%. Et en Italie à 0,1%. Pour l'ensemble de la zone euro, les experts attendent une progression de 1,1% en 2019.

Plusieurs facteurs se conjuguent dans le cas français. La consommation des ménages a déjà commencé à accélérer et pourrait se renforcer au cours des prochains trimestres. La faiblesse de l'inflation, estimée à 1,1%, constitue un élément de stabilité supplémentaire.

Le taux de chômage en France a reculé de 0.2 point, là c'est marqué 0.3 mais entretemps ça a été rectifié après que l'on est écrit ce document. Donc le taux de chômage en France a reculé de 0.2 point à 8,9 % au quatrième trimestre selon l'Insee.

C'est son niveau le plus faible depuis début 2009.

Malgré le mouvement des « gilets jaunes » et le tassement de la croissance, il a même fortement reculé à la fin de l'année dernière. Le taux de chômage mesuré au sens du Bureau international du Travail est retombé à 8,9 % de la population active en France (hors Mayotte) au quatrième trimestre toujours selon l'Insee.

La barre des -9 % est franchie pour la première fois depuis début 2009.

II - Les principales dispositions du Projet de budget 2020 relatives aux finances des collectivités :

Le budget 2020 se présente, par rapport à l'année précédente, comme un budget de stabilité globale des concours financiers de l'Etat à hauteur de 49 Mds €. Plus exactement les concours de l'Etat étaient de 48.3 Mds € en 2019 et ils sont de 48.9 Mds € pour 2020 (soit une hausse de 600 M €). A cela, il convient d'ajouter l'exonération de la TH des personnes âgées (soit 226 M €), le total global s'élevant en fait à 49.1 Mds €.

1- Hausse des concours de l'Etat :

Les collectivités ont connu de 2014 à 2017 une baisse de leurs dotations.

Cette baisse régulière a été suspendue en 2018.

Pour 2019, le projet de la loi de finances prévoyait une dotation globalement identique à celle de 2018 (pour rappel, la DGF pour Bagnols-sur-Cèze en 2019 s'élevait à 2 088 426 €).

Pour rappel, dans le cadre d'une contractualisation Etat-Collectivités, ce premier demandait aux collectivités locales un effort conséquent d'économies (13 milliards € sur 5 ans) en les associant à l'effort partagé de maîtrise de la dépense publique, c'était la fameuse règle d'or. A Bagnols bien que n'étant pas liés par cette contractualisation qui était réservée aux communes de plus de 50 000 habitants entre autres, nous avons tenu à :

- Limiter l'augmentation de fonctionnement à 1.2 % hors inflation.
- Améliorer l'autofinancement pour continuer le désendettement.

Ainsi, nous participions à l'effort partagé de maîtrise de la dépense publique.

Pour 2020, les concours financiers de l'Etat aux collectivités sont en hausse de 600 millions d'€ sur un an. Ceux-ci se composent des prélèvements sur recettes, des dotations de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » et de la part de TVA attribuée aux régions. Dans le détail :

- La DGF du bloc communal et des départements reste stable à 26,9 milliards d'€ à périmètre constant.

- Les dotations de soutien à l'investissement local sont maintenues à un niveau historique de près de 2 milliards d'euros, soit une augmentation de près d'1 milliard d'€ depuis 2014.
- Les dotations d'investissement relatives aux équipements scolaires atteignent près d'1 milliard d'€ en 2020.
- Le montant du FCTVA évalué à 6 milliards d'€ est en augmentation de 351 millions par rapport à 2019.

En ce qui concerne la péréquation, elle augmente au même rythme que les années précédentes, de l'ordre de 220 millions d'euros. En outre :

- Augmentation de la DS Urbaine et DS Rurale : pour chacune, 90 millions d'€ ;

La dotation de solidarité urbaine qui nous concerne est de 3 330 970 € en 2019, en constante augmentation depuis quelques années.

- Baisse de la DCRTP (dotation de compensation de la réforme de la TP) de 45 millions d'€.

Décalage de l'entrée en vigueur de la réforme du FCTVA (Fond de compensation sur la Valeur Ajoutée)

Le PLF 2020 reporte, comme en 2019, l'entrée en vigueur de la réforme de l'automatisation du FCTVA.

Cependant, on notera l'augmentation de 351 M € par rapport à 2019 et évalué à 6 Mds €. Une augmentation expliquée notamment par la reprise de l'investissement local.

Le report est dû à une augmentation du surcoût occasionné par l'entrée en vigueur de la réforme que l'État ne souhaite pas supporter seul au détriment de son budget.

DETR / DSIL / DPV

Le soutien à l'investissement local est maintenu dans le PLF 2020, Projet de Loi de Finances 2020. Significativement accru depuis 2017, il se poursuit donc dans le PLF pour 2020.

Dans le détail, la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) atteint plus d'1 Mds € et la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local se monte à 570 M€.

Pour ce qui est de la DPV, elle se stabilise à 150 M €.

Au total, ces dotations, importantes pour une ville comme Bagnols et pour porter son dynamisme en matière d'investissement, atteignent 1,8 Mds €, soit à titre comparatif, plus d'1 Mds € de plus qu'en 2014.

Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal

Le FPIC est stabilisé en 2020 par rapport à 2019 (1 Md€). Ses modalités de répartition ne changent pas (304 456 € pour la commune de Bagnols-sur-Cèze en 2019).

1- Des réformes fiscales confirmées (TH, TF)

Le PLF 2020 acte la suppression totale de la Taxe d'Habitation.

Le gouvernement confirme que 80% des foyers fiscaux ne paieront plus la TH, pour ce qui est de la résidence principale, en 2020. Pour les 20% des ménages restants, l'allègement sera de 30% en 2021, puis de 65% en 2022. Il n'y a pas d'élément nouveau par rapport aux annonces précédentes.

Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera de Taxe d'Habitation sur sa résidence principale. Cette réforme vise à ce que « la compensation prenne la forme d'une ressource dynamique, pérenne et juste avec une compensation à l'euro près ».

Dans le détail, la part départementale de la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties sera intégralement transférée aux communes. Ainsi, cette intégration rendra la fiscalité locale plus lisible pour le citoyen.

Pour les intercommunalités et les départements, les pertes de recettes de la TH et TF seront compensées par l'affectation d'une fraction de TVA.

Le montant de ce transfert venant compenser le produit de TH qui aurait dû être perçu sera déterminé en prenant en compte les bases de TH 2020 revalorisées de 0,9% et en fonction des taux votés en 2017.

Afin d'assurer une distribution cohérente de cette ressource aux différentes communes, le calcul de la compensation sera accompagné de l'application d'un coefficient correcteur, commune par commune (CoCo), qui viendra lisser les inégalités de compensation. En effet les petites communes rurales devraient majoritairement être favorisées par ce système. Ce CoCo viendra donc diminuer les effets de surcompensation de certaines communes et sous-compensation pour d'autres en prenant aux premières pour donner aux deuxièmes. Ce coefficient devrait être évolutif afin de suivre l'évolution de la richesse de la collectivité et éviter les situations insatisfaisantes apparues avec le FNGIR. Selon Olivier Dussops, le secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Action et des Comptes Publics, 24.500 communes se verront surcompensées, les autres étant compensées.

1- Du temps pour la réforme des valeurs locatives.

Autrement nommées « bases cadastrales », les valeurs locatives sont des valeurs auxquelles sont appliquées les taux d'imposition votés par les communes et les départements, pour le calcul des impôts locaux.

Elles sont fixées par Bercy, en accord avec les collectivités, et correspondent au loyer théorique que percevrait un propriétaire, s'il mettait son bien en location.

Actuellement, les valeurs locatives restent calculées sur la base des conditions locatives du 1^{er} janvier 1970. Ces valeurs sont donc obsolètes car certaines zones d'habitat se sont améliorées alors que d'autres ont dé péri, ou peu évolué.

L'exécutif ne souhaitant pas engager tous les chantiers en même temps, la révision des valeurs locatives pour les locaux d'habitation ne débutera pas avant la fin de la suppression de la TH, réforme fiscale d'envergure.

III - Les finances de la commune de Bagnols-sur-Cèze

L'exercice 2019 n'étant pas terminé, nous n'en connaissons donc pas à ce jour le résultat. Pour autant, sur la base du compte administratif 2018, et de l'exécution budgétaire, en cours, des éléments d'analyse rétrospective peuvent d'ores et déjà être énoncés.

1 - Concernant les recettes de gestion

Il est à constater que celles-ci progressent depuis 2014, en moyenne, de 2.14 % par an.

La stabilité des dotations associée à la dynamique des bases et à l'évolution des taux en TH et en FB (Foncier Bâti) permettent d'accroître les recettes de gestion, passant de 23 337 K€ en 2014 à 25 400 K€ en 2018.

L'attribution de compensation et le FNGIR sont restés stables sur la période.

La commune reçoit de l'Agglomération une dotation de solidarité communautaire depuis 2017 (139 K€ en 2018).

Le FPIC est passé de 132 K€ en 2014 à 323 K€ en 2016 et s'établit à 310 K€ en 2017 et en 2018.

Depuis 2017, la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) reste stable, tout en étant compensée par une hausse des dotations de péréquation (DSU et DNP).

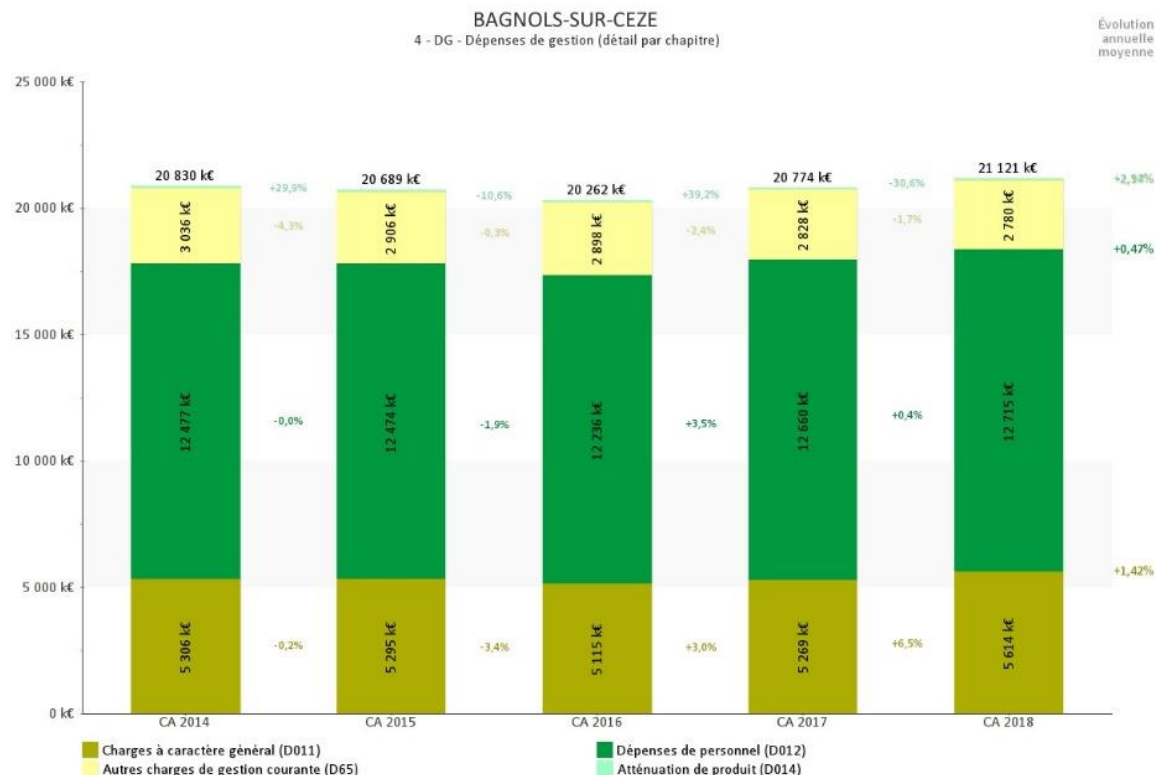
Alors là on l'expliquera tout à l'heure. C'est vrai que je vais peut-être un peu vite.

2 - Concernant les dépenses

Nous distinguons :

- les charges de gestion courante (contingents et subventions diverses),
- les charges à caractère général (fournitures et contrats divers)
- les dépenses de personnel.

Vous avez un tableau qui montre la répartition.



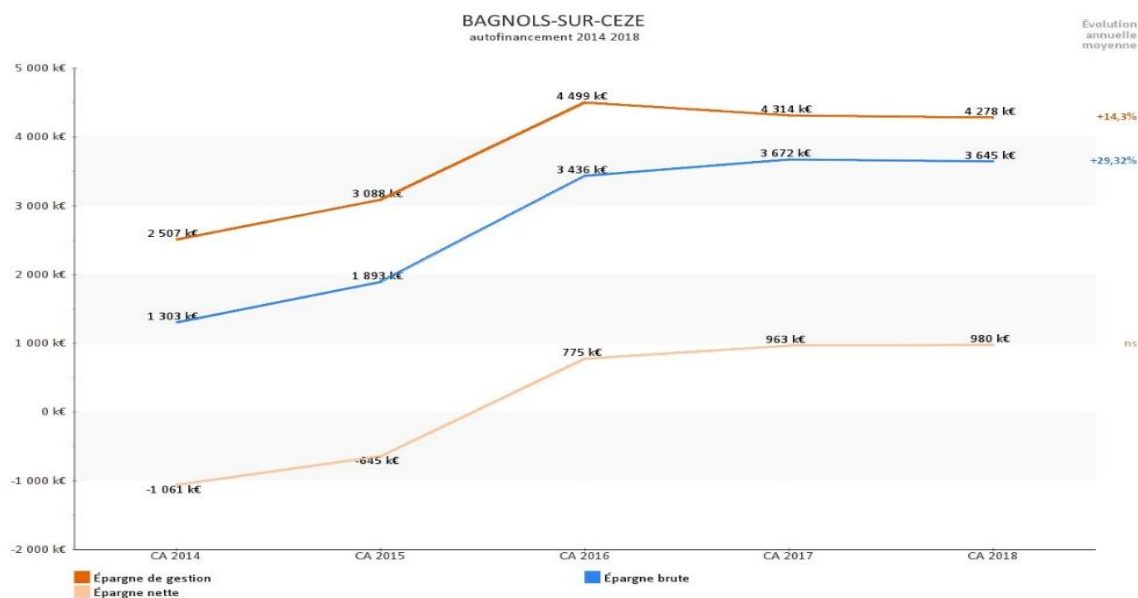
Les charges de gestion ont augmenté en moyenne sur 4 ans de 0.35 %, signifiant ainsi la capacité à contenir les dépenses, et notamment en ce qui concerne les ressources humaines. Pour rappel, ce poste de dépenses, même à personnel constant, est en progression inévitable tenant compte du GVT (Glissement Vieillesse Technicité).

L'évolution des charges à caractère général s'explique notamment par l'effort conséquent opéré, et apprécié, en 2018 pour les animations commerciales et festives dans notre ville.

3 - L'autofinancement :

C'est le résultat du solde positif entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Le tableau suivant, que vous voyez, montre la nette amélioration du solde d'autofinancement à partir de l'exercice 2016 pour ensuite trouver une stabilisation, alors même que la collectivité impulse une dynamique sur plusieurs volets (cœur de ville, animations,...) venant ainsi démontrer une optimisation de la gestion communale.



4 - La capacité de désendettement

C'est le rapport entre l'encours de la dette sur l'épargne brut.

Les efforts réalisés dans tous les services ont conduit à une stabilisation des coûts de fonctionnement et ainsi dégager une capacité d'autofinancement et d'améliorer par la même occasion notre capacité de remboursement de la dette.

Ces deux effets permettent d'investir et d'avoir recours à l'emprunt si nécessaire.

On peut parler sur Bagnols d'une dynamique d'investissement, investissements planifiés et toujours contrôlés notamment à travers l'écriture d'un Plan Pluriannuel d'Investissement.

En fait la capacité de désendettement c'est en combien d'années la ville pourrait rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut.

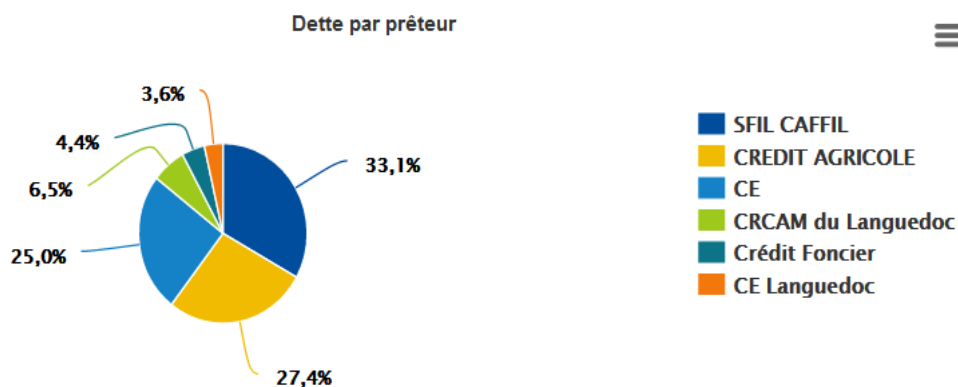
IV - La Dette :

Le 1^{re} tableau est un tableau de synthèse, il montre que nos taux sont relativement bas comme l'année dernière, comme les années précédentes, en moyenne de 3.60 % et que la durée de vie résiduelle de la dette est raisonnablement courte (10 ans et 11 mois). L'Etat recommande aux communes 12 années maxi.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Marge sur Euribor 3M (%)
27 240 677 €	3.60 %	10 ans et 11 mois	6 ans et 1 mois	38	1,00 %

Dette par prêteur

Prêteur	CRD	% du CRD
SFIL CAFFIL	9 020 147,47 €	33.11 %
CREDIT AGRICOLE	7 455 349,14 €	27.37 %
CAISSE D'EPARGNE	6 821 663,18 €	25.04 %
CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC	1 774 104,53 €	6.51 %
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 200 000,02 €	4.41 %
CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	969 412,73 €	3.56 %
Ensemble des prêteurs	27 240 677,07 €	100.00 %



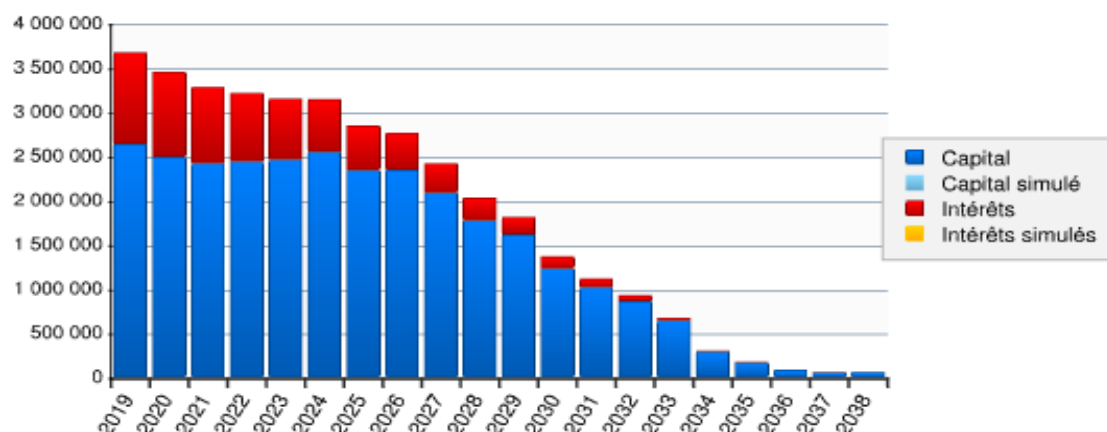
2 - Dette par type de risque (avec dérivés)

On constate que 88 % de nos prêts sont à risque faible. C'est la Charte « Gisler » créée au moment des emprunts toxiques qui surveille les communes par rapport à leurs risques. C'est un indicateur important vis-à-vis des services fiscaux, de la préfecture et des banques.

Tout comme l'année dernière, les années précédentes, puis les autres années, on est, j'allais dire, très bien placé.

Vous avez un tableau sur le flux de remboursement, le profil d'extinction de la dette.

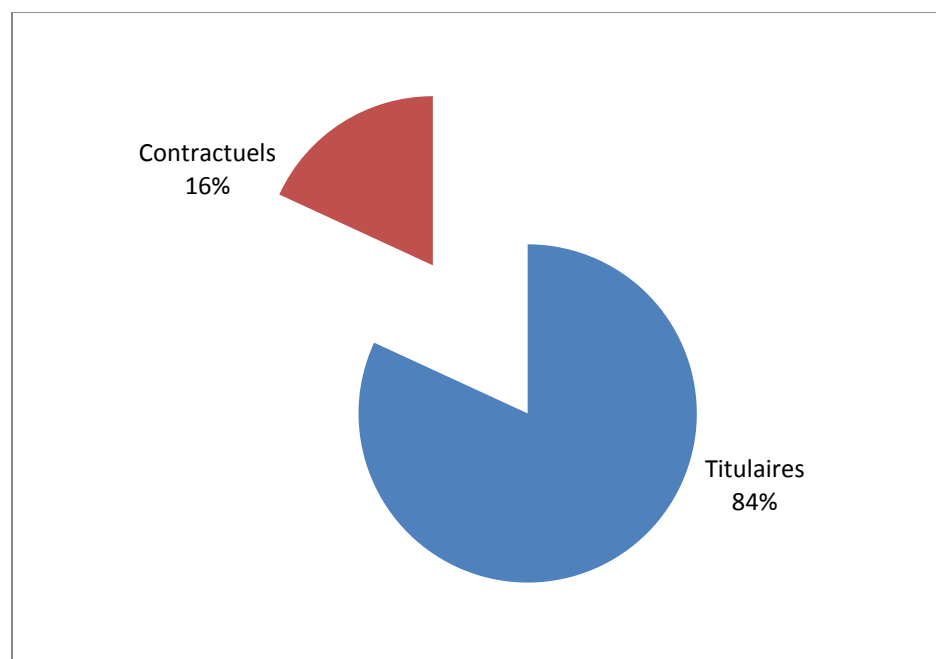
Flux de remboursement



Voilà pour la partie financière, nous passons maintenant à la partie des ressources humaines pour lesquelles différents tableaux vous sont présentés. Celui concernant l'évolution des effectifs de 2014 à 2019 distingue le personnel titulaire de celui de contractuel que vous avez également sous forme de graphique.

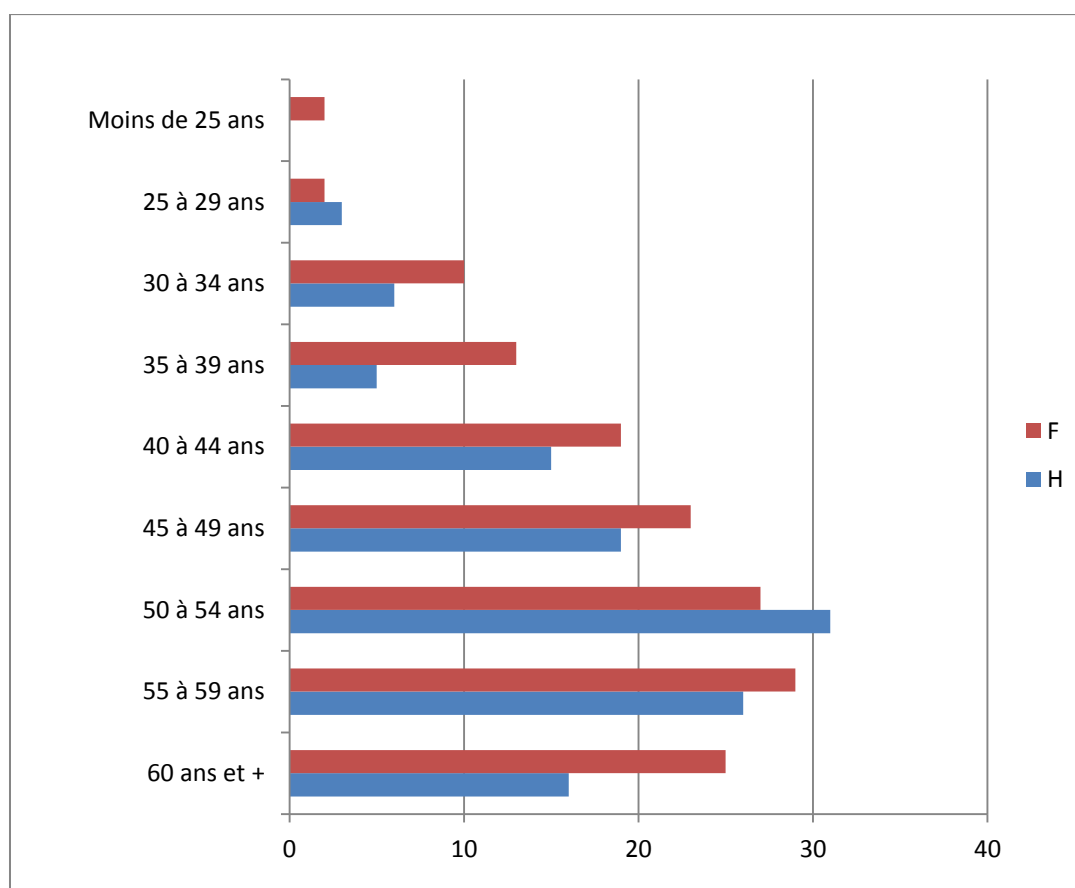
Evolution des effectifs de 2014 à 2019 :

Statut	janv-2014	janv-2015	janv-2016	janv-2017	janv-2018	janv-2019	nov-2019
Titulaires	300	300	293	283	284	290	271
Contractuels	48	43	43	53	49	53	60
Total	348	343	336	336	333	343	331



Ensuite, vous avez le tableau suivant qui montre la structuration des effectifs au 1^{er} novembre 2019, qui lui distingue la répartition des effectifs par filière, par sexe, titulaire et contractuel. Et puis la pyramide des âges, vous le voyez plus on avance, plus la forte population se situe entre 45 et 60 ans, population des personnes qui travaillent en mairie.

Filière	Hommes						Femmes						Total							
	Titulaires			Contractuels			Titulaires			Contractuels			Titulaires			Contractuels			Titulaires	Contractuels
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C		
Technique	2	19	68	1		6		2	50			13	2	21	118	1		19	141	20
Administrative	1	1	4	3		1	5	12	40	3	1	4	6	13	44	6	1	5	63	12
Animation			4			6		1	6			20		1	10			26	11	26
Culturelle	1	1	3					2	11				1	3	14				18	0
Sociale									18			2			18			2	18	2
Police		1	13						3					1	16				17	
Sportive		3												3					3	
TOTAL	4	25	92	4	0	13	5	17	128	3	1	39	9	42	220	7	1	52	271	60



L'apprentissage :

La réforme de l'apprentissage est contenue dans la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et la plupart des mesures concernant l'apprentissage sont entrées en vigueur le 1er janvier 2019. Tenant compte des modifications règlementaires notamment les coûts de formation et de rémunération, la

collectivité continue à s'investir dans la formation de ce public en intégrant dans ses effectifs des jeunes en contrat d'apprentissage de tout niveau scolaire.

Depuis 2010, année où la collectivité s'est engagée dans cette mesure, de nombreux jeunes ont pu ainsi bénéficier du savoir-faire du personnel municipal.

A la rentrée scolaire 2019, 7 nouveaux apprentis ont été recrutés dans le cadre de contrats d'apprentissage : 2 au service Environnement et cadre de vie, 2 au service Education (2 en ASEM), 1 à la Médiathèque dans le domaine du numérique, 1 au Secrétariat Général, et 1 au service des Finances. 2 nouveaux apprentissages devraient avoir lieu en janvier 2020, autour des métiers de l'animation sportive.

Contrats aidés :

Pour 2019 la collectivité a délibéré pour un objectif de recrutement de 10 personnes en parcours emplois compétences (PEC) dans le but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi. Une attention particulière est accordée à certains publics tels que les travailleurs handicapés ou les résidents des quartiers prioritaires « politique de la ville ». Mais l'orientation vers un parcours emploi compétences repose avant tout sur le diagnostic réalisé par le conseiller du service public de l'emploi. Dans l'année 2019, 9 personnes ont été recrutées sur les 7 postes de contrats PEC créés.

Pour 2020, et afin d'atteindre l'objectif fixé, 3 nouveaux contrats devraient être réalisés.

Handicap :

La collectivité, assujettie à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, devant atteindre 6% de l'effectif total des agents rémunérés au 1er janvier de l'année écoulée, continue sa politique d'emploi soit par convention avec des établissements de travail protégé, soit par des recrutements directs, avec accompagnement par des structures spécialisées.

Elle s'appuie également sur le service de médecine préventive du CDG, composé de médecins, infirmiers, psychologue et référent handicap, pour soutenir sa démarche :

- d'amélioration des conditions de vie et de travail,
- d'adaptation des postes, techniques et rythmes de travail à la physiologie humaine et la pathologie que présente l'agent,
- de maintien à l'emploi des agents de la collectivité.

Pour 2018, le taux d'emploi direct de la collectivité de 8.76% reste supérieur à l'obligation réglementaire. La loi de transformation de la fonction publique doit apporter des modifications notamment sur les règles de calcul de l'effectif et prise en compte des agents ayant fait l'objet de reclassement.

Evolution des dépenses de personnel :

Malgré le gel du point d'indice, la relance de la mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR) en 2019 a eu un coût annuel évalué à 180.000 euros.

Au cours du 1^{er} semestre 2019, suite à la refonte du régime indemnitaire par la mise en place du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), la collectivité a décidé dans le cadre du dialogue social d'évaluer la mise en œuvre de 2018 et de revoir notamment l'attribution du complément

indemnitaire annuel (CIA), toujours dans le cadre de l'enveloppe de 2018 soit 50 000 euros. Ce complément de rémunération permet de reconnaître et de récompenser les agents qui se sont impliqués pendant l'année précédente, en leur attribuant une prime individualisée.

Pour 2020 le gel du point d'indice est maintenu, mais la nouvelle phase du protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) qui consiste en une revalorisation générale des grilles et des carrières, se traduira pour les employeurs publics par un engagement de 850 millions d'euros pour 2020 (3,7 milliards d'euros à terme), un engagement important qui pèsera notamment sur les finances des collectivités. Au terme du processus, en 2021, les agents doivent bénéficier, selon le secrétaire d'État, d'un gain annuel moyen de 1.200 euros en catégorie A, 800 euros en catégorie B et 520 euros en catégorie C. 2020 verra également une réévaluation de l'indemnité compensation de la hausse de la CSG. Au niveau local, il est difficile à ce jour d'évaluer l'impact budgétaire.

La création d'une indemnité temporaire de mobilité pour la fonction publique territoriale, le déploiement du « forfait mobilité durable », à hauteur de 200 euros par an, pour encourager les mobilités alternatives, la revalorisation du remboursement des frais de repas pour les agents publics en formation ou en mission, sont des mesures qui vont également impacter budgétairement la masse salariale.

Au niveau local, la Communauté d'Agglomération a décidé d'instaurer à partir de 2020 le versement transport ou VT. Ainsi tous les employeurs des secteurs public et privé qui emploient 11 salariés et plus dans le périmètre d'une autorité organisatrice de la mobilité où a été institué le versement transport sont assujettis à la contribution versement transport. Cette contribution destinée à financer les transports en commun est recouvrée par les Urssaf qui sont chargées de la reverser aux autorités organisatrices de la mobilité. Le taux fixé par l'Agglomération est de 0,6%.

Afin de maintenir l'évolution de la masse salariale, la collectivité adapte régulièrement l'organisation pour une meilleure efficience.

Pour 2020, la collectivité a décidé de renforcer la sécurité en recrutant un chargé de mission sécurité à temps non complet et en créant une équipe supplémentaire de 3 agents de police municipale.

Mouvements liés au transfert de missions ou de compétences :

En juillet 2019, compte tenu de son activité principale pour les compétences Petite enfance et Jeunesse, la commune a transféré sa « cuisine centrale » à l'Agglomération.

Dans ce cadre les agents titulaires de la structure ont été mutés par voie de transfert et les contractuels recrutés directement.

Au 1^{er} janvier 2020, le transfert obligatoire de la compétence Eau et assainissement à l'Agglomération engendrera le transfert de 2 agents et la fin du remboursement d'un agent dans le cadre du schéma de mutualisation.

Mouvements liés à la mutualisation :

La collectivité et la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien se sont engagées dans un schéma de mutualisation qui a conduit à la mise en place d'une convention de mutualisation.

Cette convention fixe les conditions de mise à disposition du personnel et des ressources.

Pour 2018, la mutualisation de personnel s'est établie dans le tableau qui suit :

Service	Remb. de l'agglo à la mairie	Remb. de la mairie à l'agglo
Régie culturelle		31 709,41
Ressources humaines		15 860,33
Jardins en Cèze		26 452,59
Communication		40 041,68
Actions commerciales		45 729,23
Direction générale		52 425,94
CHSCT	15 995,35	
Informatique	27 302,52	5 516,23
Bâtiments communaux	15 804,02	
Services techniques	40 654,58	43 309,24
NAP		6 039,40
ALSH périscolaires		39 892,25
ALSH extrascolaires	97 423,43	
TOTAL GENERAL	197 179,90	306 976,30

VI - Déclinaisons et grandes orientations locales :

Le budget prévisionnel 2020 sera donc établi selon les orientations suivantes :

- **Stabilisation des dépenses de fonctionnement** par la poursuite de la maîtrise des coûts de fonctionnement en interne et notamment de la masse salariale. Nous aurons la même volonté qu'en 2019 visant à ne pas dépasser 1,2% d'augmentation ceci pour une amélioration durable de notre autofinancement (ou épargne brute).
- **Continuité des actions fortes pour le développement de la ville** : action cœur de ville, FISAC et ANRU. L'engagement s'inscrit sur du moyen ou long terme, et cela reste une priorité majeure. Un effort conséquent a été établi en 2019 avec un renforcement de l'ingénierie et des équipes, 2020 s'inscrira dans la continuité.
 - **Maintien de nos taux d'imposition**
 - **Continuité de l'effort d'investissement**

Il est rappelé que, par ses investissements, la ville participe et accompagne la relance de l'économie locale.

En 2018, près de la moitié de ces dépenses, hors dette, (47%) concerne des travaux pour l'amélioration du cadre de vie et des infrastructures de la ville.

Concrètement, pour les Bagnolais, en 2020, ceci se traduit par :

- La totale réhabilitation de la place Jean-Jaurès
- La réhabilitation de la place Bertin-Boissin
- La rénovation de la pyramide,
- La finalisation de la construction du nouvel EHPAD
- Les travaux et rénovations de voiries
- Les travaux réguliers sur les établissements scolaires (isolation, confort thermique, protection...)
- La réalisation d'un terrain synthétique au stade des Escanaux ainsi qu'une nouvelle piste d'athlétisme
- La poursuite du programme ADAP (accessibilité)
- Le lancement de la réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal avec des acquisitions foncières
- Le suivi du programme de rénovation urbaine qui dépassera largement l'horizon 2020
- Le suivi de l'action cœur de ville et la signature de la convention de l'Opération de revitalisation du territoire (ORT), opération ambitieuse qui vise à changer le visage du centre-ville (logement, commerces et patrimoine)

Nos priorités :

➤ L'Éducation : avec, entre autres, la poursuite des travaux de rénovation (façades, cour, informatisation, ...) et de sécurisation des écoles (PPMS).

➤ La Sécurité :

- Doublement du nombre de caméras de vidéo-protection
- Renforcement des équipes de terrain

➤ La Propreté de la ville :

- Equipe Propreté Environnement
- Ramassage régulier des encombrants
- Contrôle et verbalisation des dépôts sauvages

➤ La Protection de l'Environnement :

- Arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires
- Augmenter le parc de véhicules électriques
- Mettre en place le permis de fleurir pour nos habitants
- Favoriser les mobilités douces

- L'animation festive : avec Bagnols en fleurs, les jeudis musicaux, boulevard en fête sans oublier les Cèz'tivales et Bagnols Plage. Tout ceci, je le répète, est un vecteur important d'accompagnement du commerce local.
- La relation aux citoyens : grâce à une organisation de terrain plus proche des habitants avec l'Equipe Relation Citoyen.

En conclusion, les orientations budgétaires 2020 démontrent la volonté de l'équipe municipale à maîtriser ses dépenses de fonctionnement tout en se soumettant à un contrôle permanent (contrôle des dépenses et de notre désendettement), ceci afin de dégager des sources d'économies, et en même temps poursuivre un programme ambitieux d'investissements pour les années à venir.

Je vous remercie tous pour votre écoute attentive, mais avant que M. le Maire ne lance le débat, je ne veux pas, cette année encore, oublier les services qui œuvrent pour le bien de la collectivité et qui savent répondre aux exigences demandées.

Je remercie donc Mme Hevin ici présente et Mme Leray et son équipe, sans oublier la direction qui est juste derrière moi, que je ne nommerai pas, également tous mes chères et chers collègues du Conseil municipal.

Jean-Yves CHAPELET : (s'adressant aux cadets de la République) : un budget de mairie c'est comme votre compte en banque, c'est ce qui vous permet de payer votre forfait téléphonique, de mettre de l'essence dans votre scooter, etc.. C'est du fonctionnement. Quand vous avez envie de vous acheter quelque chose ou de refaire quelque chose chez vous, vous avez deux manières de le faire, soit vous économisez, soit vous empruntez, soit vous faites appel à un organisme prêteur. C'est de l'investissement.

Tout le monde sera d'accord autour de cette table, quand vous connaissez comment fonctionne les finances et que vous les maîtrisez, vous pouvez gérer la ville. C'est dans ce sens-là, c'est-à-dire que l'on ne gère pas la ville si l'on ne maîtrise pas ses finances, c'est encore le nerf de la guerre à notre époque et tant mieux. Je lance le débat.

Serge ROUQUAIROL : Merci M. le Maire. Félicitations pour la pédagogie, un bon exemple, des bons croquis valent mieux qu'un long discours, c'est effectivement très parlant. De temps en temps, cependant, on peut faire des appels à la population en général puisque la preuve nous en est donnée avec le budget qui permet de travailler sur l'église, mais bon c'est extrêmement rare en effet.

Je vais intervenir sur la façon dont a été présenté ce débat d'orientations budgétaires par M. Cégielski, en remerciant au passage M. Rieu qui l'avait fait dans la commission et, évidemment, en remerciant les services parce que le travail est très clair.

Concernant la situation qui nous environne, je ne me perdrai pas dans beaucoup d'explications. J'ai déjà parlé de l'inquiétude que j'éprouve personnellement et que, je pense, beaucoup de gens éprouvent concernant nos proches voisins et en particulier la situation de l'Italie, elle est pointée avec un chiffre très très, faible, et je le répète, vous allez excuser la familiarité mais ça va « nous péter à la gueule », ça ne peut pas être autrement. C'est vraiment quelque chose qui moi m'inquiète beaucoup parce que ce sont vraiment des gens avec lesquels nous sommes en échanges commerciaux réguliers et qui sont dans une

situation qui va devenir une situation catastrophique. Je ne parlerai pas de sa gouvernance, encore que, il y a peut-être un lien à faire, je n'en sais rien.

Deuxièmement, concernant l'incitation qui est faite depuis des années et que vous avez ciblée M. Cegielski, l'incitation par les gouvernements successifs à une modestie dans le fonctionnement des collectivités territoriales, une prudence et une modestie. J'ai déjà eu l'occasion de dire que je m'en félicitais qu'elle qu'ait été la coloration politique qui y présidait. Si on incite les collectivités territoriales à être raisonnables et à être modestes en matière de fonctionnement pour l'essentiel puisque c'est de là, comme vous l'avez montré, que proviennent les difficultés budgétaires quand il y en a, c'est rarement de l'investissement que ça provient à moins que ce soit un investissement délirant et c'est rarement le cas. C'est en matière de fonctionnement mal maîtrisé que les collectivités territoriales connaissent des difficultés budgétaires et que si on les incite à de la modestie, à de la raison, moi je ne peux que m'en féliciter donc vous êtes dans la voie vertueuse par choix puisque vous n'êtes pas obligés de le faire et c'est quelque chose que je souligne parce que tout le monde ne le ferait pas volontiers. Donc, de quelques colorations politiques que proviennent cette incitation à être modeste dans le fonctionnement, j'y souscris tout à fait. Je pense que nous ne sommes pas là pour dilapider l'argent public, on a beau jeu de le dire, encore faut-il parvenir à le faire.

Concernant les efforts que vous avez programmés, je ne rentre pas dans des détails concernant le personnel en particulier, je pense que Claudine PRAT le fera pour sa part quand elle interviendra. Je voudrais cibler deux choses. D'abord, des choses qui ont été effectuées cette année, visibles, et qui ont donné des résultats grâce à l'initiative privée. Alors cette initiative privée, elle est intervenue, le mérite de la ville a été de la rendre possible, en la matière à travers Bagnols-Plage. Il y a eu une animation, qui économiquement, a pesé son poids dans les activités de la ville et je pense que si l'on continue à aller dans ce sens, on va dans un sens intéressant. Je serai un peu plus réservé sur les animations festives qui sont, tout le temps, liées à des aléas que l'on maîtrise peu. En revanche, dans le projet qui a été présenté, la jauge de 500 qui était un objectif apparemment irréalisable il y a quelques années et qui maintenant se rapproche et la modularité à 750 avec la moitié des places debout, va nous permettre peut-être d'envisager un saut qualitatif en matière de commandes de spectacles. Il n'y a qu'à se reporter sur les quelques salles qui ont des réussites en la matière, je pense à l'auditorium du Thor même s'il connaît des difficultés mais il y a quelques salles culturelles aux alentours qui ont des réussites en la matière et elles ont des réussites, justement, à partir de cette modularité donc c'est une initiative intéressante. Je voudrais intervenir essentiellement sur la sécurité maintenant parce que je crois que vous faites un gros effort, en tous cas il s'annonce mais je voudrais vous suggérer que cet effort soit orienté d'une façon un peu particulière. La sécurité à travers la vidéo protection dans notre ville, elle passe en grande partie à travers une automatisation du système selon les horaires et je plaide, quant à moi, pour une présence de l'humain la plus importante possible, la plus régulière possible et la plus avancée possible dans la nuit. N'ayons pas peur des mots. Les activités nocturnes ne sont pas tout le temps des activités convenables, même s'il en est évidemment, donc je crois que c'est là que devrait porter votre effort parce qu'une automatisation c'est très bien quand ça marche et deuxièmement quand ça va dans le bon sens. Il suffit que l'automatisme ait décidé de regarder à l'ouest et que les choses se passent à l'est pour que l'on passe complètement à côté du tableau. Ce qui n'est pas du tout le cas lorsqu'il y a un pilote derrière la caméra, lorsque d'une caméra à l'autre on peut enchaîner pour suivre la

personne en difficulté ou la personne en train de commettre un délit dont on peut penser qu'elle est en train d'avoir une attitude délictueuse. Les gens qui savent faire ça sont assermentés, ils n'abusent pas de leur pouvoir par l'observation et je voudrais que votre effort sur la sécurité aille dans ce sens-là, soit marqué dans ce sens-là, tout au moins que l'on commence à aller dans ce sens-là, le débat sur l'automatisation n'étant que, je crois, totalement annexe. Tout le monde est convaincu que c'est le pilotage des caméras qui garantit une efficacité maximum. J'en termine là-dessus. Je pourrais, si quand même, je ne vais pas faire du latin parce que l'on va me dire que c'est anti pédagogique mais j'ai moi aussi mon « Delenda Carthago » je voudrais que l'on intègre un jour aussi dans cette politique de notre ville, la recherche en eau pour compléter et, encore une fois, qu'on décide une fois pour toute que la ville de Bagnols ne peut pas se priver d'une ressource d'eau qui parte du Rhône un jour pour venir compléter ses ressources et que donc, elle mobilise ses efforts intellectuels, de relations politiques, de relations personnelles et toutes sortes de relations pour qu'un jour on trouve un « Philippe Lamour » de l'alimentation en eau du Rhône de la région parce que je pense que, au-delà de l'activité agricole, ce sera un avenir pour nos villes de la région. Voilà, j'en ai terminé, je pense que c'est un vœu la dernière partie de mon intervention, mais je crois qu'il faut le voir ainsi, le débat d'orientations budgétaires ce n'est pas un débat de chiffres, c'est un débat d'intentions, de volontés et de réalisations.

Jean-Pierre NAVARRO : Donc en ce qui concerne la brillante déclaration de Michel CEGIELSKI, je vais répondre si vous me le permettez. Le contexte mondial n'incite pas vraiment à l'optimisme, c'est le moins que l'on puisse dire. Les Européens sont pris en otage dans la guerre économique imposée par les géants planétaires que sont les Etats-Unis et la Chine. Dans cet inquiétant contexte notre Nation ne pèse pas lourd. Vous annoncez une croissance supérieure à celle de nos voisins européens mais pris dans le carcan européen nous ne pouvons en tirer aucun bénéfice à mon sens. Comme toujours les experts attendent une progression qui attend que la situation s'améliore. Concernant le chômage, vous mettez en cause le mouvement des « gilets jaunes » si j'ai bien compris. Ce mouvement issu des classes les plus populaires, écrasées, méprisées par un pouvoir arrogant et ignorant les souffrances qu'il engendre, en quoi cet appel au secours peut-il être responsable du chômage ? Pauvres « gilets jaunes ». En 1968, les révoltés de l'époque ont eu droit à un grenelle, un grenelle offert par Georges Pompidou, paix à son âme. En 2018, le peuple a hérité d'une pluie de grenades hyper puissantes, orchestrée par Macron et sa bande, multipliant les blessures, engendrant de lourds handicaps. Le bilan est impressionnant, 2 495 victimes dont plusieurs centaines gravement atteintes. Je n'oublie pas, bien sûr, les 1 944 membres des forces de l'ordre féroce ment attaqués et blessés, non pas par les « gilets jaunes » mais par les trop fameux « black blocks ». Ces voyous extrêmement dangereux auraient dû, depuis longtemps, être mis hors d'état de nuire.

Jean-Yves CHAPELET : Permettez-moi de vous interrompre mais j'ai deux informations importantes à communiquer sur la situation que nous sommes en train de vivre à savoir que la route de Cazerneau à Saint André de Roquepertuis est fermée suite aux inondations car ça devenait un petit peu problématique et on vient de fermer la ligne de bus 14 à l'instant.

Jean-Pierre NAVARRO : Je vous en prie, c'est normal. J'en étais aux « black blocks », ces voyous extrêmement dangereux auraient dû, depuis longtemps, être mis hors d'état de

nuire. Leur longévité me semble curieuse et inquiétante. Vous affirmez que le taux de chômage est retombé à 8.8% en France hors Mayotte. Or, il me semblait que Mayotte faisait partie intégrante de la République Française, donc il faudra que je revoie mes notions de géographie. En ce qui concerne les finances, vous nous présentez l'actuel chef de l'État comme un Père Noël imberbe, tout va pour le mieux dans la meilleure des macronies. Vous remontez à la période 2014-2017 pour dénoncer une baisse des dotations vers les collectivités, mais qui donc présidait notre beau pays à cette époque ? Je vous pose la question.

Vous ajoutez au tableau les données ratios de la Taxe d'Habitation pour les personnes âgées. En ce qui me concerne, cette affirmation ne s'avère que pour 39%. Je remercie tout de même monsieur le député qui a fait un petit geste. Suit une série de mesures étatiques qu'il serait fastidieux de redétailler, PIB, PEC, Péréquation, etc. je ne veux pas embrouiller le débat. Vous retournez ensuite à la suppression de la Taxe d'Habitation réelle ou supposée. A mon sens, toutes ces mesures sont appliquées dans le but de vous fonctionnariser. Fonctionnariser les maires pour mieux les assujettir à la volonté de l'État. M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France, dont la sagesse et l'intégrité n'ont jamais été mises en cause, a récemment déclaré sur Europe 1 « la suppression de la Taxe d'Habitation reste en travers de la gorge des maires ». Je ne sais pas s'il parle en votre nom M. le Maire, en tous les cas il parle au nom de la majorité des maires.

En ce qui concerne les affaires bagnolaises, les années se suivent et se ressemblent. Je salue toujours et encore la même volonté de tenir les cordons de la bourse. Les recettes progressent mais le solde de l'autofinancement stagne depuis 2016. La capacité de désendettement poursuit son petit bonhomme de chemin. Concernant les ressources humaines, je constate avec plaisir qu'entre début 2014 et fin 2019 les effectifs n'ont diminué que de 17 personnes soit 0.05% du total. Une entreprise qui garde son personnel peut être qualifiée de saine et humaine à la fois. Pour les transferts de compétences, ma position est claire. La gestion de Bagnols doit rester bagnolaise, ne nous laissons pas déposséder de notre patrimoine. Musée, cuisine centrale, gestion de l'eau nous échappent au profit d'une nébuleuse dont les tenants sont autoproclamés. Jamais une élection ne nous a été proposée à ce niveau, les postes se distribuent de façon anti démocratique. J'aimerais bien savoir, à quel titre, un mouvement soutenu aux dernières élections par 35% des Bagnolais n'est nullement représenté de cette instance.

Pour les travaux à venir, je constate que vous avez toujours de grands projets et pour ceux en cours j'attends leur heureuse conclusion. J'ai apprécié et observé le soin particulier que vous avez mis dans la rénovation de la rue des Tilleuls. Votre attention ne se porte pas seulement sur le centre-ville, c'est bien, continuez. En ce qui concerne, si je dois m'absenter prématurément, en ce qui concerne la question suivante n° 3, je la soutiens à 100%.

Christian ROUX : Je vais essayer de revenir sur des choses un petit peu plus concrètes qui intéressent les Bagnolaises et les Bagnolais. J'ai bien suivi votre présentation liée au projet de la salle multiculturelle. Je voudrais aussi mettre en avant les travaux de la place Jean-Jaurès et ce que je peux vous dire aujourd'hui c'est que j'ai l'impression que vous agissez un peu dans la précipitation sur des aménagements qui sont, la plupart du temps, pas concertés. Je pense plus particulièrement à la place Jean-Jaurès où de nombreux riverains n'ont pas été concertés. Je sais, vous allez me mettre sur le tapis les commerçants et leur présence dans les réunions de concertation. Ce qui est intéressant aussi, puisque l'on est dans le dernier DOB, c'est de regarder un petit peu comment vous avez évolué toutes ces

années et il est intéressant de faire le bilan, de mettre en avant d'où vous venez, où vous voulez aller. Je pense que les Bagnolais ne vont pas oublier toutes ces années où vous avez joué l'immobilisme. Pardon, vous avez augmenté l'impôt foncier de 10%. Je sais que vous cherchez à faire du « en même temps » donc je crois les Bagnolais intelligents et lucides. Je voudrais revenir aussi sur les actions que vous avez engagées, plus particulièrement les travaux de la Pyramide et les travaux de l'EHPAD qui sont initiés précisément suite à une dégradation ou le non-respect des normes, je pense plus particulièrement à l'EHPAD. Revenir sur des constats sur les autres travaux qui ont été engagés durant le mandat, notamment une question liée au Chemin Lagaraud, j'aurais voulu savoir, pourquoi ils n'ont pas été terminés ? Je pense aussi au terrain synthétique de foot sur le terrain des Escanaux qui n'est pas encore terminé, on se demande bien pourquoi ? Donc au final, je pense que vous manquez d'ambition sur l'ensemble de votre mandat. Pour revenir sur les autres constats, plus précisément sur les questions du personnel, je vous concède la partie apprentissage qui a été travaillée, qui me semble intéressante à développer car nous devons absolument, nous notre génération, nous nous devons de former la jeunesse. Sur la gestion du personnel, je mets véritablement en doute votre capacité à instaurer un vrai dialogue social. J'aurais souhaité, tout au long du mandat, que ce dialogue social soit instruit avec l'ensemble des parties prenantes. Sur la partie handicap, vous mettez en avant les 8%. Effectivement, vous répondez à l'obligation légale mais j'aurais aussi aimé connaître l'absentéisme, le nombre d'arrêts de maladie qui est un indicateur et qui traduit le niveau du climat social au sein de la mairie. En tous cas, j'aurais souhaité et je souhaite que les agents ne soient pas traités comme ceux de l'office du tourisme. Vous allez me dire qu'ils sont rattachés à l'Agglomération, soit, mais à ce jour la gouvernance est la même. Pour revenir sur le chapitre de la sécurité, je rejoins complètement mon collègue, Serge Rouquairol, dont la question du doublement du nombre de caméras. Je suis étonné M. le Maire que vous mettiez en avant ce projet de doublement du nombre de caméras, à l'époque, il me semble que vous étiez plutôt pour la présence sur le terrain, la proximité et la formation des agents pour créer ce lien avec la population.

Un autre point sur lequel je voudrais insister. Vous parlez dans votre présentation des mobilités douces avec une volonté de favoriser ces mobilités. Il me semble que vous étiez engagé, à une époque, à la mise en place du nouveau plan de circulation qui, à mon avis, intègre ces mobilités douces. Pourquoi n'est-ce pas fait ? Voilà les questions un petit peu précises, savoir comment vous allez engager la suite. Merci.

Claudine PRAT : Je vais être un petit peu plus concrète sur les chiffres. Ce document qui a été présenté, dont 6 pages généralistes sur la politique internationale et nationale, 14 pages qui concernent le bilan et 3 petites pages pour les orientations, ce qui est un petit peu succinct en fonction de l'objectif qui est tenu aujourd'hui.

Concernant le bilan, vous rappelez chaque année les efforts des services qui améliorent l'autofinancement et, comme d'habitude, je vais vous dire que je ne partage pas votre analyse. Depuis 2014, si on cumule les valeurs, vous avez effectivement désendetté la ville de 9 millions d'euros, ce qui est très significatif. Pendant ce temps, les recettes ont augmenté de près de 6 millions, les cessions de biens immobiliers de 2 millions, ce qui fait une baisse des frais financiers de 500.000 €, ce qui fait une participation des services à 400.000 €. Donc, j'aurais plutôt tendance à dire que ce sont les citoyens qui ont participé au désendettement de la ville.

J'ai une petite question simplement technique concernant la page 13. Vous marquez une dette de 22.939.000 ce qui est exactement ce que je trouve aussi alors que sur la page 14 la dette passe à 27.240.000 €. Est-ce que vous pouvez me dire à quoi correspond l'écart ? En aucun cas ça ne peut être l'eau et l'assainissement que vous avez ajoutés ?

Jean-Yves CHAPELET : On va regarder.

Claudine PRAT : Vous ne faites pas non plus état de la trésorerie de la ville. Je n'ai pas pu avoir accès aux documents de 2019, j'avais demandé l'autorisation, je crois que je ne l'ai pas obtenue. Fin 2018, il y avait 800.000 € de crédit de trésorerie en cours, il y a eu des nouveaux emprunts qui ont été demandés fin 2019. Est-ce que vous pouvez nous parler de la trésorerie, sachant que les délais de paiement de la ville atteignent 60 jours ? Est-ce que ce sont des dotations qui ne sont pas rentrées ? Le personnel depuis le début de l'année a diminué de 12 personnes. Est-ce que ce sont les personnes qui ont été transférées à l'Agglo suite au changement de compétences de la Cuisine Centrale ? Ensuite, si on reprend vos orientations et qu'on les compare à celles de 2018, on trouve qu'elles sont vraiment très similaires. Vous avez 5 projets qui sont strictement les mêmes que 2018, Jean-Jaurès, Bertin-Boissin, la rénovation de la Pyramide, le nouvel EHPAD, le terrain des Escanaux, ce qui peut se comprendre, ce sont des projets qui s'étalent sur plusieurs années donc c'est forcément assez logique. Le programme ADAP, c'est une obligation donc on le retrouve dans les orientations mais on n'a pas le choix. Le PNRU, le Cœur de Ville et l'ORT, sont des engagements sur un très long terme, on n'a guère le choix aussi. Il reste deux nouveautés dans vos orientations, le pôle d'échange multimodal qui apparaît cette année. Vous avez l'acquisition de l'hôtel qui va être démolie, à ce moment-là on peut se demander pourquoi la maison du chef de gare a été vendue s'il y avait un projet d'aménagement ici ?

Je ne vais pas trop revenir sur le doublement des caméras vidéo que je ne partage pas non plus. Je pense que ce qui est important c'est une présence humaine. Les caméras vidéo n'ont une utilité qui est avérée que dans très peu de cas, c'est du répressif. Si on pouvait mettre l'accent sur le préventif ce serait beaucoup mieux.

Dans vos projets, je regrette trois absents mais vous allez peut-être pouvoir me dire où l'on en est. Le crématorium qui était en prévision, est-ce qu'il a disparu ? Le PUP qui était prévu route d'Orsan, qu'est-ce qu'il devient ? Les travaux de Bazine qui s'éternisent depuis plusieurs années. Est-ce que les frais d'études qui ont atteint 500.000 € en 2018 s'adressent à des projets de ce type-là ? Si vous pouvez me renseigner.

Claude ROUX : Je vais être beaucoup plus bref. Sur le contexte économique général nous sommes impactés, les entreprises locales sont impactées. La guerre commerciale entre les Chinois, les États-Unis fait apparaître une guerre sur l'acier terrible. Les Chinois n'arrivent plus à vendre leur acier en Chine. Résultat, ils baissent les prix et la métallurgie française a du mal. ArcelorMittal, et plus près de chez nous, FerroPem, qui ne sont pas au mieux. Concernant le Brexit, ce sont principalement nos exportations de spiritueux qui sont impactées, peut-être un peu moins que dans certaines régions mais nous sommes impactés, donc cela concerne aussi des emplois et l'avenir de nos entreprises.

J'irai beaucoup plus vite que mes collègues, j'irai directement à la sécurité où je vois que vous allez faire un effort particulier. Vous parlez d'une nouvelle équipe, mais est-ce que c'est une équipe de renfort ? Est-ce que c'est une équipe de nuit ? Qu'est-ce que vous comptez faire avec les futures recrues ? Réorganiser ou mailler un peu mieux le territoire ? Pour finir

mon intervention, la réhabilitation de la place Bertin-Boissin à quelle date la prévoyez-vous ? J'en ai fini. Merci pour le boulot qui a été fait.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais essayer de répondre un petit peu de façon générique et si j'en oublie je compte sur vous pour me rappeler.

Vous avez raison M. Rouquairol, une des obligations quand on est élu c'est bien sûr, de porter une vision globale avec de l'ambition mais une vision globale sur le territoire. C'est-à-dire qu'il y a des opérations d'ordre public et des opérations d'ordre privé, tels que Bagnols-plage, la FNAC. Le rôle d'un maire et de son équipe c'est d'aider, de mettre de l'huile dans les rouages, que ce soit en matière d'urbanisme, de circulation, d'investissements parallèles. Bagnols-plage en a été un exemple. Il y a quelques jours, l'inauguration de la FNAC en a été un autre. L'opération sur la cave des vigneron de Bagnols est une chose, l'implantation dans la zone de la gare, théoriquement nous n'y avons pas accès mais j'y reviendrai tout à l'heure Mme Prat. Etre maire, c'est porter une vision complète du territoire et qui, opération par opération, incorpore le privé et le public. Je pourrais parler de l'hôpital tout à l'heure qui est aussi une vision que l'on a du territoire.

Sur la sécurité, je vais faire un aparté parce *qu'a priori* c'est un sujet qui est revenu à peu près dans tous les propos. Sur la sécurité, je suis d'accord avec vous et ce n'est pas souvent. Il y a à la fois du personnel et à la fois de la technique. La technique ce n'est pas que la vidéo. Je rappelle que l'on a été la 1^{re} commune où policiers puissent porter un pistolet automatique 9 mm. C'est de la technique. De plus, nous avons modernisé tout le parc automobile de la police municipale, les locaux ont été restaurés grâce aussi à l'appui de la Région, ils ont plus de place, je ne vous parle pas des logiciels sur la mise en place des stationnements payants, des gilets pare-balles. Tout ceci c'est la réalité, c'est de la technique et dans cette technique il existe la vidéo surveillance. La vidéo surveillance ce n'est jamais qu'un outil supplémentaire que l'on met aux mains de la sécurité publique. Je rappelle que le maire que je suis est le détenteur de la sécurité publique, je suis officier de police judiciaire. Quand vous êtes maire, je parle pour les jeunes qui sont là, quand vous êtes maire d'une commune, vous êtes officier d'état civil et vous êtes officier de police judiciaire. Nous avons décidé le doublement du nombre de caméras et la reprise de l'ensemble du centre de supervision urbain et j'espère que l'on pourra l'inaugurer avant la fin de l'année. Mais tout ceci ne vaut que si derrière, il y a de l'humain. Vous me dites, il faut qu'il y ait quelqu'un la nuit derrière les caméras, mais bien sûr qu'il le faut. Si vous n'avez personne sur le terrain, à quoi cela sert-il ? Je rappelle aujourd'hui que la Police Nationale, sauf renfort et opération particulière, a une équipe de 2 à la Police Nationale et que nous pallions cette absence l'été jusqu'à 2 h du matin avec des équipes sur le terrain. Voilà cet humain qu'il nous faut derrière. Bien sûr qu'il faut de la technique mais par contre l'humain c'est essentiel en matière de sécurité et vous avez raison. D'ailleurs, dans la délibération qui suit nous proposons le recrutement de trois policiers municipaux supplémentaires dès cette année et un 4^{ème} l'année prochaine. 4 ce n'est pas un nombre au hasard, c'est une nouvelle équipe que nous créons. Cette équipe nous allons l'utiliser pour des renforts la nuit mais pas que, cette équipe elle servira, justement, à couvrir tous les moments où il faut qu'il y ait de l'humain présent. Vous savez, je vous reprends le même discours que j'ai eu pour le stationnement sur Bagnols. Personne ici n'a un doctorat de stationnement, il a fallu une période d'adaptation, il a fallu comprendre, revenir, discuter avec la population, se concerter et aujourd'hui on peut dire que sur Bagnols le stationnement ce n'est plus devenu un sujet

vraiment de discussion. Pour la sécurité c'est la même chose. La sécurité ce n'est pas quelque chose que l'on invente, c'est un peu une science.

Tout à l'heure, M. Navarro, vous me parliez de la représentation du RN. Vous avez la réponse. Ils sont où vos collègues ? Vous avez 5 élus qui n'ont que très rarement, voire jamais, siégé. Ils sont où les 35% ? Je ne sais pas où ils sont mais en tous les cas je sais où ils ne sont pas. Ils ne sont pas ici. Vous devriez avoir honte pour les 35% des électeurs qui votent pour des élus qui ne viennent pas siéger. Gardez vos leçons de morale sur la représentation nationale et la nébuleuse je sais où elle est, en tous cas elle n'est pas dans cet hémicycle.

Sur la place Jean-Jaurès, sur la Pyramide, M. Roux, la concertation a eu lieu. Sur la Pyramide nous avons eu un an de concertation, nous avons reçu toutes les associations qui utilisaient la Pyramide. Sur la place Jean-Jaurès, nous avons rencontré les transporteurs, la commission de sécurité routière, les riverains, les associations de commerçants, les cafetiers, les anciens combattants, je ne peux pas faire plus. Vous avez peut-être cette impression mais il faut peut-être s'intéresser à ce qui se passe sur notre ville pour pouvoir être concerté, pas qu'au dernier moment.

Sur l'immobilisme, je ne sais pas quoi vous dire. Je n'ai pas l'impression d'être immobile, ni l'équipe qui m'entoure. J'ai même souvent l'impression de faire beaucoup bouger les choses. Les élections municipales arrivent et je pense que l'on aura à s'expliquer.

Sur l'EHPAD, la construction se passe bien. D'ici peu de temps, je pense que l'on pourra communiquer sur la 1^{re} chambre témoin.

Sur le chemin Lagaraud, pourquoi nous n'avons pas continué ? Parce qu'on a investi sur les trois premières tranches quasiment 2 millions d'euros et que c'est un effort important. Il reste la 4^e tranche à faire, on va la faire sauf qu'entre temps on a aussi des investissements ailleurs dans Bagnols et comme je suis quelqu'un de raisonnable, je ne tiens pas à réendetter la commune plus qu'elle ne peut le supporter et qu'il faut faire des choix et que ces choix je les assume.

Sur la gestion du personnel, M. Roux, nous partageons la même vue. Sachez que sur l'apprentissage, dans les collectivités, sur l'ensemble du Gard il y a 33 apprentis, dont 20 à Bagnols, c'est une vraie volonté politique, c'est un chiffre que je voulais vous donner. Quant aux représentants syndicaux, nous les recevons régulièrement, nous les écoutons. Je suis syndiqué, dans cette assemblée il y en a d'autres, c'est une négociation, on essaye de trouver des compromis, après vous avez des gens qui sont contents, d'autres moins contents, des syndicats plus, des syndicats moins, mais la réalité c'est que le dialogue social se fait. Alors il se fait dans le cadre de la loi, autour de cette négociation il n'y a que l'équipe majoritaire mais je vous souhaite de pouvoir négocier un de ces jours.

Sur le plan de circulation, vous le savez tous, on essaye de le déployer petit à petit. Si vous regardez bien dans le détail, Jean-Jaurès par exemple, si vous regardez les traits qui ont été tracés, il est déjà intégré à savoir que la priorité à droite de l'avenue Roger-Salengro a été supprimée, la partie de l'embranchement qui part sur l'avenue Paul-Langevin, si vous la regardez réellement dans sa réalisation vous verrez que c'est déjà préparé. Par contre, là où vous avez raison, c'est que la circulation douce, sera un vrai enjeu des années à venir mais je pense que chacun d'entre nous, dans cette assemblée, en fera une partie de son programme électoral.

Mme Prat, je suis désolé pour vous, mais les chiffres sont têtus, le délai de paiement, ce n'est pas mon délai de paiement, c'est celui de la DGFIP. La moyenne est en ce moment à 22.6 jours, elle n'a jamais dépassé 60 jours. 2018 c'est pareil, ne vous inquiétez pas mais les

chiffres sont têtus. Croyez-moi, allez sur le site et vous verrez. Sur la trésorerie, pour répondre à votre demande, aujourd'hui la trésorerie est à jour. Souvenez-vous de l'histoire du SDIS. Nous réglons le SDIS en temps et en heure. Les seuls retards se produisent quand les gens n'ont pas fait le boulot, quand les PV de réception ne sont pas prononcés, quand les entreprises ont mal travaillé, là je suis intraitable, je ne lâche rien.

Sur l'autofinancement, je ne sais pas quoi dire, l'autofinancement est ce qu'il est. J'en reparlerai tout à l'heure.

Sur le pôle d'échange multimodal, pourquoi on a vendu la maison du chef de gare ? Parce qu'elle n'a jamais fait partie du projet, elle n'avait aucun intérêt. Et vous verrez qu'on va progresser, car d'ici peu de temps on a une réunion avec la Région sur le pôle d'échange multimodal. Je rappelle que Carole Delga l'a priorisé.

Sur le crématorium, c'est un projet qui est en suspens parce que la filiale nationale est en pleine restructuration. Aujourd'hui, l'État a demandé aux grands groupes de se restructurer, de faire en sorte de tenir compte des anciens crématoriums qui polluent, de reprendre les nouveaux, de voir comment les développer et où sont les demandes. Donc aujourd'hui, on est en stand-by, ce n'est pas nous, ce n'est même pas l'État, ce sont les grands groupes entre eux, ce qui à mon avis est une bêtise.

Sur le PUP de la route d'Orsan, l'État nous a amenés dans une impasse parce que la DDTM avait fait une loi sur l'eau qui prenait 3 hectares. Au moment de la construction, on leur demande de passer à 6 hectares de bassin versant ce qui devient plus viable. C'est un combat que l'on mène avec le promoteur. Le projet n'est pas arrêté, loin s'en faut, mais c'est un combat avec la DDTM pour leur faire comprendre que les gens ont une autorisation dans les mains et qu'ils peuvent la faire valoir. J'ai reçu les propriétaires des terrains, j'ai reçu encore le promoteur, je suis allé avec M. Poutier, à Nîmes, défendre le dossier, tout le monde est conscient du problème mais aujourd'hui force est de constater que ce n'est pas évident, mais le projet n'est pas abandonné.

Sur Bazine, ça avance. Je rappelle que dans le projet Bazine il n'y a pas un centime d'apport de la Mairie, que tout est subventionné à 100% soit par des fonds européens, soit par des fonds de l'État et qu'il y avait un dernier tour de table à faire avec Logis Cévenol. Logis Cévenol a eu une difficulté, c'est-à-dire que l'architecte qui portait le projet a déposé le bilan. Une partie du projet a été rachetée par un nouvel architecte. Là, le projet doit revenir sur la table.

J'espère avoir à peu près répondu à tout. Si j'en ai oublié, je vous prie de m'en excuser. Est-ce qu'il y a d'autres interventions avant que je prenne acte de ce débat ?

Claudine PRAT : Si possible, est-ce que vous pouvez m'expliquer l'écart du montant de la dette entre les deux pages, simplement pour mon information.

Jean-Yves CHAPELET : Non, là, *a priori* les services y travaillent derrière, mais ils ne l'ont pas trouvé mais on vous communiquera la réponse je m'y engage.

Serge ROUQUAIROL : Ce n'est pas polémique mais quand nous avons préparé le conseil, nous avons constaté ce delta. Nous avons imaginé que c'était « eau, assainissement » et « ligne de trésorerie », mais ça ne faisait pas l'affaire.

Jean-Yves CHAPELET : Je suis très fier de vous présenter ce dernier DOB un peu particulier parce que c'est le dernier de la mandature, c'est lui qui prend acte du budget 2020. Comme

vient de le dire, Michel Cegielski, le DOB n'est pas une vision du budget qui sera voté au mois de décembre mais c'est une vision élargie du territoire qui permet d'avoir une vision complète.

Je le rappelle et je vais y associer toute l'équipe que ces cinq dernières années ont été marquées par le retour des grands équilibres financiers du budget communal, l'autofinancement, le désendettement, les économies de fonctionnement, le recours à l'emprunt et je le dis déjà, le budget 2020 sera marqué du même sceau.

Comme j'ai pu le dire au sein de cette assemblée, toute politique volontariste en matière d'investissements, d'aménagement du territoire, ne peut s'entendre que dans le cadre d'une maîtrise stricte du fonctionnement. Si vous ne maîtrisez pas le fonctionnement, jamais vous n'arriverez à investir et c'est ce que l'on a réussi à faire. C'est pourquoi tous les chapitres, et vous pouvez les prendre les uns derrière les autres, vous avez accès au compte administratif, tous les chapitres du fonctionnement ont été maîtrisés. Je veux être maire d'une commune riche croyez-moi mais nous sommes une commune populaire, c'est ainsi, c'est un fait et on se débrouille, on économise déjà depuis très longtemps nos sous, on va continuer à le faire.

Quand vous dites tout à l'heure 12 salariés en moins, bien sûr que c'est la Cuisine Centrale. Depuis le début, notre dépense en personnel a été maîtrisée. Je ne vais pas vous le faire à 1%, 2%, mais elle a été stabilisée. Je vous explique le GVT, pour l'assistance. Quand vous êtes salariés, vous vieillissez, vous avez des primes d'ancienneté, vous montez dans vos grades, donc on vous paye plus et donc sans rien faire globalement cette dépense elle s'accélère. L'avantage, c'est que nous, elle est restée constante depuis les six dernières années ce qui veut dire qu'en valeur relative, elle a vraiment diminué.

Je rappelle que le seul moment où elle a augmenté c'est l'année dernière et je vous ai expliquée dans cette assemblée, qu'elle avait augmenté parce que nous avons créé le service Grands Projets Urbains et si nous obtenons des subventionnements à 60%, à 50% sur tous nos projets, c'est grâce à ce service.

Ce que je peux vous dire c'est que sur le budget 2020, vous avez les priorités que vient d'énoncer Michel Cegielski, mais il y a une chose qu'on ne pourra plus faire comme avant, c'est tout ce qui concerne la protection de l'environnement. Aujourd'hui, la protection de l'environnement sur le budget 2020 va être déclinée dans tous les secteurs, que ce soit dans les approvisionnements, dans la consommation de carburant, dans la consommation électrique, la circulation douce, la fin de l'utilisation des produits phytosanitaires, nos concitoyens sont en attente de tout ça. C'est une vraie demande, la gestion des ressources en eau, c'est aussi une vraie demande.

La sécurité, je ne vais pas y revenir, mais sachez qu'en tous les cas, si le côté technique a été mis en place, le côté humain on ne l'a pas oublié.

Le désendettement, nous en avons parlé tout à l'heure mais ce n'est pas qu'une chimère. Je ne peux pas communiquer dessus mais la Chambre régionale des comptes, à chaque mandat, fait des observations et a pris acte de plusieurs choses : le redressement des comptes de la mairie, du désendettement, de l'autofinancement et d'un fonctionnement maîtrisé.

Voilà les clés du DOB. Alors qu'est-ce que l'on doit faire maintenant ? On doit augmenter notre investissement pour profiter des taux extrêmement bas ? Est-ce que ce doit être un investissement utile ? Est-ce qu'il doit porter les ambitions de notre ville ? En bon marin, je dirais que oui, les trois mon capitaine. Nous devons absolument profiter du phénomène d'alignement des planètes. Pourquoi ? Parce qu'il y a l'ANRU dont nous signerons bientôt le protocole avec le Préfet, l'opération « Cœur de Ville », le FISAC, les fonds de Dotation

Politique de la Ville, les crédits ATI FEDER de la Région. Tout ceci aujourd'hui constitue cet alignement de planètes qui fait que si nous investissons 1€, en face nous allons avoir entre 1€ et 1.6€. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, il faut que l'on travaille avec l'ensemble de nos partenaires et surtout ne pas se retrouver seuls. Donc voilà un petit peu où on va aller, je ne vais pas aller au-delà, mais je rappellerai encore une fois que lorsqu'on a des subventionnements qui arrivent c'est bien, mais encore faut-il que l'on soit capable d'amener notre quote-part. Je vais vous donner quelques exemples : Bourg-Neuf et Bertin-Boissin, bien sûr on est subventionné à des taux importants mais c'est 1.3 million qu'il faut sortir du budget directement de la mairie. Pour le projet Carcaixent, ce que l'on appelle l'ancien Monoprix, là aussi il va falloir que l'on soit à la hauteur de nos ambitions, on a du foncier mais il va falloir que l'on amène notre quote-part. Pour la reconstruction de la salle de la Pyramide, vous l'avez vu tout à l'heure, c'est 3.2 millions, il faudra quasiment que l'on amène entre 35 et 40% des investissements. La requalification dans le cadre des crédits ATI FEDER dans l'entrée de l'école Jules-Ferry, c'est pareil, même si l'on est subventionné à 55% il va falloir que l'on amène 45% de fonds propres. Et puis le pôle d'échange multimodal avec la Région qui avance à grands pas, c'est pareil. C'est-à-dire qu'à un moment donné, on n'est pas subventionné à 100%. Sur ce grand projet, et entre autres sur l'acquisition, sur la déconstruction mais aussi sur les aménagements, il va falloir que l'on amène notre quote-part. Il est important de se souvenir que malgré l'alignement des planètes que l'on peut avoir entre tous les dispositifs, il faut que nous soyons en mesure de pouvoir participer et c'est le prochain pari du budget 2020.

Je ne vais pas aller au-delà, mais je peux d'ores et déjà annoncer, pas d'augmentation, pas de recours à la fiscalité, non pas parce que nous entrons dans une année électorale, bien sûr je me poserai la question mais parce que 80% des foyers ne vont plus payer de Taxe d'Habitation et que ce n'est pas le moment, ce n'est pas le sens de l'histoire encore une fois. Notre équilibre budgétaire fait que l'on n'a pas besoin d'augmentations, on peut travailler sans. Pour aller un petit peu au-delà, je m'en excuse auprès de Michel Cegielski parce que je ne lui ai pas annoncé, mais deux choses vont au moins être constantes dans le budget 2020, celles qui nous ont servi de ligne de base depuis maintenant quelques années, c'est que nous allons avoir un autofinancement à 2.5 millions, on fera les arbitrages qu'il faut, on ira encore chercher des économies s'il le faut et puis que l'emprunt sera à hauteur de 3 millions comme les années précédentes.

Voilà, je ne vais pas aller au-delà. Je voulais vous remercier de votre écoute. Je vais mettre au vote pour prendre acte du débat.

Départ de M. Jean-Pierre NAVARRO avant le vote du DOB.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Y-a-t-il des abstentions ? Non.

Ce débat est acté à l'unanimité.

Question n° : **03**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

1/Note synthétique de présentation :

Il convient de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
	3 postes d'agents de police municipale	- Recrutement de 3 agents : nomination de deux agents déjà en poste au sein de la commune et 1 recrutement extérieur

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question 3 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Convention avec le Conseil départemental du Gard pour le financement de missions scientifiques et administratives des musées**

1/Note synthétique de présentation :

La convention relative à la mise à disposition d'animateurs du patrimoine, conclue en 2017 pour une durée de trois ans arrive à terme. Il est proposé de renouveler cette convention avec le Conseil départemental du Gard pour participer au financement, à hauteur de 18 000 euros annuel, des missions scientifiques et administratives assurées par la conservation départementale sur les musées de Bagnols-sur-Cèze à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 3 ans.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Serge ROUQUAIROL : La 1^{ère} intervention que je fais ne concerne pas cette question. Je m'interroge sur le professionnalisme des gens qui étaient présents à la petite table là-bas et qui une fois la partie du débat d'orientations budgétaires effectuée, ont pris leurs clics et leurs clacs. Ils ont certainement d'autres choses à faire. Je l'ai dit pour que ce soit marqué dans le procès-verbal à l'occasion où ils liraient les comptes rendus du Conseil municipal. Sait-on jamais. !

Je profite de l'occasion de cette question pour rappeler une des inquiétudes qui sont celles d'une grande partie de la population concernant la mixité de fonctionnement qui est envisagée dans le projet de futur musée qui sera un musée de l'agglomération on le sait. Cette mixité de fonctionnement je précise qu'elle concerne une part commune avec le Conservatoire de musique et de danse et le musée. Cette mixité de fonctionnement pourrait peut-être avoir pour conséquence des choses que nous regretterions et donc je répète une nouvelle fois, soyons vigilants, afin de ne pas faire dans quelques années des choix que nous serions amenés à regretter.

C'est clos, je passe à la 2^{ème} question qui fait part d'une autre inquiétude. J'ai lu avec attention la convention. Grâce et hommage soient rendus à Mme Béatrice ROCHE qui fait un travail tout à fait convenable. Néanmoins, personnellement je n'ai pas pu assister au vernissage de l'exposition Albert-André à Nîmes et je le regrette mais plusieurs de mes amis qui y ont participé ont eu la surprise de constater que bon nombre de toiles d'Albert André provenaient des réserves du musée d'Art Sacré de Pont-Saint-Esprit. Vous et moi, savons que, en son temps et en raison des mauvaises conditions de conservation dans nos réserves au musée de Bagnols, des toiles qui nous appartiennent, qui font partie du patrimoine bagnolais ont été déplacées jusqu'aux réserves du musée de Pont-Saint-Esprit. Ce qui me paraît logique et normal. L'inquiétude qu'on peut avoir néanmoins c'est que sur ces questions qui sont sensibles, qui sont gérées par des tas de choses dites, écrites, non dites, de traditions, des glissements successifs de propriété pourraient survenir. Je dis l'inquiétude que l'on peut avoir quant au fait que si le musée va devenir le musée de l'agglomération, le

patrimoine artistique restera Bagnolais que je sache et donc ce patrimoine il ne s'agirait pas qu'au bénéfice de quelques conditions de conservation que ce soit, il nous échappe. C'est une petite inquiétude. Le musée d'Art Sacré a t'il vocation à accueillir des collections particulières, privées qui seraient léguées ici ou là et qui n'ont rien à voir avec le sacré ? A t'il vocation à continuer de conserver les toiles de la ville qui font partie du patrimoine bagnolais ? A terme, il faudra bien envisager, une fois que la question de la reconstruction du musée sera réglée, le retour de ce patrimoine en ces lieux.

Jean-Yves CHAPELET : Vous en avez fait écho pendant la commission. Depuis, je suis allé voir Mme Roche, il n'y a pas de transfert de propriété, c'est juste que quelqu'un a marqué « Pont », ce n'est pas très grave. Le sujet important que vous énoncez c'est le devenir des musées d'Art sacré et le musée d'archéologie de Bagnols, en dehors du musée de peinture. Je pense que lorsque l'on regarde le projet scientifique et culturel qui a été rédigé par Mme Roche, que nous avons ici voté, vous avez la réponse, c'est-à-dire que toutes les toiles qui sont aujourd'hui entreposées au musée d'Art sacré réintégreront le musée de Bagnols et c'est une des raisons pour laquelle il nous faut absolument un nouveau musée.

Y-a-t-il d'autres observations ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Foyer éducatif du collège du Bosquet : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

Les élèves de la classe CHAM de la chorale du collège du Bosquet ont interprété des chants lors de la commémoration de l'Armistice du 11 novembre.

Ils participeront à l'élaboration d'un clip qui sera diffusé sur facebook pour les fêtes de fin d'année et seront présents lors des vœux de la municipalité, le 13 janvier 2020.

La responsable de la chorale sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour permettre aux élèves de perpétuer ce devoir de mémoire et d'acquérir de nouvelles partitions.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 400 € au Foyer éducatif du collège du Bosquet.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Je remercie les élèves du collège du Bosquet pour la cérémonie du 11 novembre et surtout je voudrais préciser, lorsque je suis allé leur remettre les diplômes des brevets des collèges, qu'ils ont explosé le plafond de réussite puisqu'ils sont les 1^{er} dans le Gard. Félicitations.

Claude ROUX : J'ai une question qui pourrait peut-être amener à une réflexion. De temps en temps, c'est soit Harmonie Les Inséparables qui vient chanter, soit la classe CHAM. Est-ce qu'on ne pourrait pas les réunir pour chanter ensemble ?

Raymond MASSE : Je suis tout à fait favorable à cette idée. Le seul problème c'est que Les Inséparables il faut qu'ils soient assis. Je pense plutôt le faire en partenariat avec le Conservatoire de Musique.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Académie de Lascours : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Académie de Lascours » a organisé un colloque intitulé *Nos paysages intérieurs, extérieurs d'ici et d'ailleurs*, du 4 au 7 avril 2019.

Cet évènement a eu des retombées positives sur la ville et sur la région et le public est venu nombreux assister à la projection de films, aux conférences et au concert.

Le président de l'association sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour tenter d'équilibrer le budget de cette manifestation qui a nécessité de nombreuses dépenses en communication et pour la réception des intervenants.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 400 € à l'association « Académie de Lascours ».

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Collège du Bosquet : attribution d'une subvention à l'association ARECOS pour un spectacle intitulé « Les Arts au collège »**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, et de son Projet Educatif de Territoire, la ville souhaite aider et accompagner les élèves du secondaire dans leur projet, au titre de la continuité éducative et dans le but de favoriser l'accès à tous à l'éducation.

Réalisé dans le cadre du **Festival Académique de Chant choral** et en coproduction avec l'Association Régionale pour l'Expansion des Chorales et Orchestres Scolaires (ARECOS), ce projet consiste à réunir la chorale du collège, les 4 classes CHAM de la 6^{ème} à la 3^{ème}, 4 classes de l'école élémentaire Jules-Ferry de Bagnols-sur-Cèze, les classes de SEGPA et les élèves participant aux différentes activités culturelles du collège du Bosquet de Bagnols-sur-Cèze à travers le chant, la danse, le théâtre et les expositions artistiques et surtout une rencontre artistique et culturelle avec des professionnels du monde du spectacle.

Les élèves ont travaillé une compilation originale de chants autour du thème de l'eau.

La progression pédagogique a été travaillée par tous les élèves CHAM de la 6^{ème} à la 3^{ème} pendant les cours de travail vocal avec Marie-Alix THOURY, de la Chorale CHAM avec Florence GOUDET et la collaboration du travail rythmique avec Gisèle BEGUIN et par la chorale du collège avec Florence GOUDET afin d'optimiser la qualité de la production finale. Le travail en classes CHAM de l'expression corporelle a été réalisé par Mélanie ALBE-CHALAN.

La rencontre culturelle a été découpée en 3 temps :

- Lundi 3 juin 2019 : théâtre dans la salle polyvalente du collège
- Vendredi 7 juin 2019 : chant, expression corporelle, Hip-Hop et Batucada dans la cour du collège
- Mardi 25 juin 2019 : chant dans la salle polyvalente du collège

Par accord partenarial, la subvention est versée à l'association ARECOS qui coordonne le projet.

Il est proposé d'attribuer pour ce spectacle une subvention d'un montant de 400 € à l'Association ARECOS.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Serge ROUQUAIROL : Là aussi, je suis intervenu en Commission également pour dire que cela fait plusieurs fois que l'on parle des classes CHAM, à des titres divers, et je voulais

rappeler que l'initiative de cette dynamique qui a commencé à l'école primaire et qui se poursuit maintenant jusqu'au lycée en liaison avec le Conservatoire de musique et avec la possibilité pour les élèves de présenter l'option musique au baccalauréat avec de grandes chances de succès avérés et bien cette initiative est due à mon collègue qui était adjoint aux affaires culturelles, M. Jacques Pouradier-Duteil.

Jean-Yves CHAPELET : Je voudrais faire un aparté concernant un spectacle intitulé « Vague Alarme » qui a regroupé l'ensemble des classes de 3^{ème} des collèges de Bagnols-sur-Cèze et dont le thème abordé était la radicalisation chez les jeunes. J'ai rarement assisté à un moment aussi profond et les questions qui ont été posées étaient d'un très haut niveau. Je voulais remercier à cette occasion les services de l'éducation, les collèges associés à cette initiative.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Ecole privée Sainte-Marie : attribution d'une subvention dans le cadre d'un voyage scolaire**

1/Note synthétique de présentation :

La commune entend soutenir les projets de classes visant à ouvrir les enfants à la découverte de leur environnement, dans le cadre de leur épanouissement, favorisant ainsi leurs apprentissages.

L'école Sainte-Marie a organisé un séjour à Valras-Plage du 14 au 17 octobre 2019.
Cette classe de découverte dont le coût total s'est élevé à 9 770 € a concerné 50 élèves des classes de CE1 et CE2.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 500 € à l'École privée Sainte-Marie pour l'organisation de cette classe de découverte.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 09

Rapporteur : G. PAGES

Objet : Convention de partenariat entre l'association AGIR ABCD, la Caisse des écoles et la Ville de Bagnols-sur-Cèze dans le cadre du PRE

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville a souhaité créer la Caisse des écoles, permettant l'organisation et la gestion du dispositif du Programme de Réussite Educative sur la ville.

Dans ce cadre, les enfants de 2 à 16 ans en difficulté peuvent bénéficier d'accompagnement individuel en s'appuyant sur le réseau de partenaires éducatifs et médico-sociaux de la ville ; plus de 50 suivis individuels par an.

A chaque situation, une solution : accompagnement à la scolarité, atelier lecture-écriture (Coup de pouce : 7 clubs sur la ville soit 35 enfants de CP), inscription à des activités sportives ou culturelles, orientation vers un professionnel de santé...

Cet accompagnement s'appuie sur la valorisation du rôle des parents dans leur éducation.

Des ateliers « parents » permettent d'échanger entre parents sur les outils qu'ils peuvent mettre en œuvre à la maison pour favoriser la réussite éducative de leurs enfants.

L'action « 1 pour 1 », pour sa seconde année, permet un accompagnement individuel à la scolarité des enfants, notamment en mathématique et français, visant à donner des outils méthodologiques de travail. Cette action, accessible à tous les enfants bénéficiant du dispositif de la Réussite Educative, leur apporte, sur 1 trimestre, un coup de pouce supplémentaire, avant de ré-intégrer des actions plus collectives.

Afin de continuer cette action de suivi, l'association AGIR ABCD interviendra en mettant à disposition des animateurs.

Il est proposé :

- de signer la convention avec l'association AGIR ABCD qui interviendra sur cette action « 1 pour 1 » et de verser la subvention correspondant au nombre d'heures effectuées.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Claude ROUX : Toutes les écoles de Bagnols sont concernées ?

Ghislaine PAGES : Ce sont principalement tous les enfants en difficulté qui sont repérés par le corps enseignant. Ensuite, vous avez tout le suivi qui est fait par ce programme éducatif qui est très développé sur notre ville. Nous avons cette chance d'avoir une multitude d'acteurs dans cette association AGIR ABCD qui fait un travail formidable avec ces enfants et

surtout beaucoup de projets avec des animateurs qui sont plus que compétents et des résultats à l'appui.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Convention de partenariat avec l'association AGIR ABCD dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze, de par ses actions éducatives, entend soutenir chaque enfant lors de ses apprentissages.

Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité est un dispositif soutenu par la Caisse d'Allocations Familiales du Gard.

Il permet aux élèves en difficulté de bénéficier d'une aide à la méthodologie, sous forme ludique et au travers d'ateliers mis en place par des animateurs.

Cette aide se concrétise par des interventions sur les dispositifs d'accompagnement à la scolarité.

L'association « Mosaïque en Cèze » gère les CLAS des écoles Jules-Ferry, Célestin-Freinet ainsi que pour les collégiens et lycéens. En complémentarité, la municipalité met en place des dispositifs d'accompagnement à la scolarité, sous forme d'ateliers.

L'association AGIR ABCD va intervenir au titre des animateurs qui encadrent les enfants lors des activités municipales.

Il est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association AGIR ABCD participant aux dispositifs d'accompagnement à la scolarité,
- de verser la subvention correspondant au nombre d'heures effectuées par l'association pour l'année scolaire 2019/2020.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Association ADAR : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association d'Aide à Domicile Aux personnes Retraités (ADAR) est un service à domicile pour personnes âgées dépendantes et handicapées. Elle a pour but d'apporter une aide au domicile des personnes en réalisant des activités entrant dans le champ d'application des lois en vigueur.

En 2019, son activité s'est réalisée avec une extension du territoire d'intervention, ainsi qu'une amélioration de la signalétique.

Le nombre d'adhérents en 2018 étaient de 266 dont 159 Bagnolais et 107 non Bagnolais et 260 personnes de plus de 50 ans et 6 entre 19 et 50 ans.

Afin d'aider cette association dans l'exercice de son activité, la Ville souhaite lui apporter un soutien financier.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'ADAR.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Denis RIEU : Cette association qui est bien connue a eu dans son passé des difficultés avec un certain nombre de hauts et de bas comme beaucoup d'associations d'aide à domicile. Il faut savoir qu'elle joue un rôle important dans le maintien à domicile des personnes.

Serge ROUQUAIROL : J'étais intervenu en commission sur le passé douloureux de l'ADAR et en particulier j'avais rendu hommage à une personne dont je ne donnerai pas le nom ici qui avait exercé une présidence à haut risque et qui en avait souffert très profondément jusqu'au cœur de sa santé. J'invite le Conseil municipal et la municipalité à exercer un contrôle de rigueur vraiment permanent sur ces affaires parce que le dérapage est possible à tout moment. Je sais que c'est une expérience que j'ai vécue avec beaucoup de douleur de voir cette personne qui était pieds et poings liés dans une situation inextricable.

Jean-Yves CHAPELET : Ne vous inquiétez pas, nous sommes très vigilants d'autant plus que son Président, M. Landolfi est souvent présent autour de nous et je lui rends hommage parce que c'est une association qui est toujours un peu en difficulté financièrement et si

cette subvention peut leur donner un coup de pouce supplémentaire nous en sommes tous d'accord.

Claude ROUX : C'est un devoir 1^{er} d'une municipalité quelle qu'elle soit d'accompagner nos aînés ou des personnes handicapées pour les maintenir le plus longtemps possible chez eux et dans un confort quotidien et familial. Bien sûr cela engage des frais mais ce n'est rien à côté du confort apporté, alors ma question est la suivante pourquoi que 2 000 € ?

Jean-Yves CHAPELET : On ne va pas au-delà de la demande. Cette somme leur suffit à avoir un équilibre financier.

Claudine PRAT : Ces associations font face à une double difficulté qui est d'une part la baisse des quotas d'heures accordés aux personnes âgées et en parallèle de ça s'ajoute la difficulté à recruter du personnel pour un travail qui est difficile et relativement mal rémunéré.

Denis RIEU : C'est une association qui a fait de gros efforts de gestion financière et qui est pratiquement arrivée à l'équilibre mais il est vrai que le recrutement et la gestion du personnel reste très complexe car concernant les personnes âgées, tout le monde veut la même heure. Elles créent des liens avec les personnes qui viennent chez elles et ne souhaitent donc pas avoir des remplaçants(es) et de plus en plus de personnes souhaitent rester à domicile.

Jean-Yves CHAPELET : Avant de passer au vote je voudrais avoir une pensée pour Mme Churet qui nous a quittés la semaine dernière. Elle fût conseillère municipale sous Georges Benedetti et responsable du service de soins infirmiers à domicile. Merci.
Nous passons au vote.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 12

Rapporteur : L. VOIGNIER

Objet : **Association « Agissons pour le Climat - Alternatives Citoyennes – Gard rhodanien » pour l'organisation de la fête de la transition écologique et solidaire**

1/Note synthétique de présentation :

Afin de répondre à une question préoccupante qui concerne chaque citoyen, l'association « Agissons pour le Climat - Alternatives Citoyennes – Gard rhodanien » a organisé une journée festive sur la transition écologique, le 21 septembre 2019.

Pour fédérer le public autour de la notion de transition écologique et solidaire, différentes animations se sont déroulées sur le boulevard Lacombe tout au long de la journée :

- Marché des producteurs
- Conférences
- Spectacles jeune public
- Concert
- Nettoyage de la nature

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 1 000 € à l'association « Agissons pour le Climat - Alternatives Citoyennes – Gard rhodanien » pour l'organisation de cette journée de sensibilisation.

Question présentée aux Commissions éducation, sport et culture et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Approbation de la Révision Allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme**

1/ Note synthétique de présentation :

Le territoire de la Commune de Bagnols-sur-Cèze est couvert par un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 13 février 2006. Celui-ci a fait l'objet d'une révision générale approuvée le 27 juillet 2013, ainsi que d'une modification simplifiée approuvée le 24 mai 2014 et d'une autre approuvée le 7 octobre 2017.

Par délibération n° 082/2016 du 2 juillet 2016, le Conseil municipal a engagé la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) prévue à l'article L. 153-34 du Code de l'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis, et fixant les modalités de la concertation.

Par délibération n° 041/2018 du 7 avril 2018 le Conseil municipal a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de révision « allégée » n° 1 du plan local d'urbanisme.

Dans ce cadre, une réunion d'examen conjoint du projet par les personnes publiques associées (PPA) a été tenue et a donné lieu à un compte rendu et différents avis :

- l'avis favorable avec une réserve du 10 juillet 2018 de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers,
- l'avis réputé favorable de l'autorité environnementale, en vertu de l'article R. 104-5 du Code de l'urbanisme, du 16 août 2018,
- l'avis favorable avec réserves de l'État du 3 septembre 2018, et les observations annexées de l'Agence régionale de santé,
- l'avis favorable de la Chambre d'agriculture du Gard du 4 septembre 2018,
- l'accord du Préfet du Gard du 4 septembre 2018 de dérogation à l'article L. 142-4 du Code de l'urbanisme,

Par arrêté n° 2018/947 du 8 octobre 2018, Monsieur le Maire a prescrit l'enquête publique relative à la révision « allégée » n° 1 du plan local d'urbanisme qui s'est déroulée du 5 novembre au 5 décembre 2018 inclus.

Cette enquête publique a abouti à un rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur des 28 janvier et 12 février 2019, et à son avis favorable assorti de deux réserves.

Le projet de révision « allégée » n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) soumis à l'enquête portait sur les points suivants :

- 1 – Modification du tracé de la zone 2AUe
- 2 – Classement d'une partie de la zone Ur en UEb
- 3 – Extension raisonnée de la zone U

- 4 – Modification du tracé de la zone NI
- 5 – Modification du règlement de la zone A et N
- 6 – Mise à jour du règlement avec la loi ALUR
- 7 – Modification de l'article 7 de l'ensemble des zones urbanisées
- 8 – Modification et corrections ponctuelles du règlement
- 9 – Reprise de la rédaction concernant l'aléa inondation
- 10 – Suppression de la servitude d'utilité publique AC2
- 11 – Suppression d'emplacements réservés
- 12 – Périmètre de protection des monuments historiques
- 13 – Mise à jour du classement sonore des infrastructures de transports terrestres bruyantes
- 14 – Intégration du risque glissement de terrain aux annexes informatives
- 15 – Suppression de l'annexe informative 6.3.5

Les avis formulés par les PPA, les observations du public présentées au cours de l'enquête publique, et les résultats de ladite enquête ont conduit à apporter des modifications mineures au projet de révision « allégée » n° 1 du PLU soumis à enquête, sans que cela ne remette en cause l'économie générale de ce projet et du PLU, ni ne porte atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU.

L'ensemble de ces modifications est exposé en annexe de la présente.

S'agissant en particulier du point 3, *extension raisonnée de la zone U*, portant sur la parcelle AY 118 actuellement classée en zone A, les avis des PPA sont réservés ou assortis de remarques :

- La DDTM du Gard a relevé que cette parcelle, bien que de faible superficie, est identifiée comme ayant un potentiel agronomique et paysager fort dans le rapport de présentation du PLU, que la justification du classement en zone U, qui est de permettre à la commune d'atteindre ses objectifs de croissance de population, n'est pas étayée par la démonstration que l'ensemble des zones déjà ouvertes à l'urbanisation ont été urbanisées, qu'aucune protection des boisements Nord de la parcelle n'est prévue, et qu'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) eut été pertinente pour apprécier l'insertion de la parcelle urbanisable dans l'existant.
- La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers a émis un avis favorable mitigé, par 8 voix contre 6, non assorti d'une réserve expresse : néanmoins, après avoir relevé la vocation agricole de la parcelle AY 118, le fait qu'elle n'est pas exploitée, et son insertion dans l'urbanisation existante, la Commission observe que l'urbanisation de la parcelle n'est pas nécessaire au développement communal eu égard à l'importance des surfaces non construites classées en zones U ou AU, et que le projet n'est pas assorti d'une vision d'ensemble.

- Le Conseil départemental du Gard a émis un avis favorable mais assorti d'une réserve sur l'intérêt général que représente l'ouverture à l'urbanisation de la parcelle AY 118 sans être encadrée par une OAP, et sur le traitement de l'interface entre agriculture et habitat.
- L'Institut national de l'origine et de la qualité a émis un avis favorable mais assorti également d'une réserve portant sur le classement de la parcelle AY 118 en AOP Côtes du Rhône, sur la pertinence de son urbanisation au titre de l'objectif démographique fixé par le PADD et au regard d'autres parcelles potentiellement disponibles, et sur le traitement de l'interface entre agriculture et habitat.

Au vu de ces différents avis et de certaines observations du public présentées au cours de l'enquête publique, Monsieur le Maire, dans son mémoire d'observations du 21 janvier 2019, n'a pas, contrairement à ce que le commissaire-enquêteur a écrit en page 20 de son rapport, retiré le point n° 3 du projet de révision, n'ayant pas compétence pour ce faire, mais indiqué que la commune allait réétudier l'opportunité de ce point n° 3, dans le cadre de l'approbation du projet par le Conseil municipal en vertu de l'article L. 153-21 du Code de l'urbanisme. Enfin, le commissaire-enquêteur a assorti son avis favorable au projet d'une réserve portant sur *le retrait de la modification faisant l'objet du point n° 3 ayant pour titre Extension raisonnée de la zone U.*

En conséquence, et pour ces motifs, il convient de supprimer le point n° 3 du projet de révision « allégée » n° 1 du PLU et maintenir la parcelle AY 118 en zone A.

S'agissant en particulier du point 4, *modification du règlement de la zone A et N*, l'avis favorable de la DDTM du Gard est assorti d'une réserve, fondée sur les dispositions de l'article L. 151-12 du Code de l'urbanisme, d'avoir à *réglementer la hauteur des annexes et des extensions et de la fixer à 4 mètres maximum au faîtage pour les annexes et 9 mètres maximum au faîtage pour les extensions.*

Le commissaire-enquêteur a assorti son avis favorable au projet d'une réserve portant sur *l'intégration impérative des dispositions prévues par l'article L. 151-12 du Code de l'urbanisme et précisées par la DDTM du Gard dans son courrier du 10 juillet 2018.*

En conséquence, et pour ces motifs, il convient de réglementer comme ci-dessus la hauteur des annexes et des extensions autorisées en zones A et N.

Dans ses *observations complémentaires à prendre en compte pour l'approbation du PLU*, annexées à l'avis de l'État du 3 septembre 2018, l'Agence régionale de santé (ARS) demande que la carte de zonage du PLU identifie spécifiquement les périmètres de protection des captages d'eau pour la consommation humaine, et qu'un règlement soit établi strictement compatible avec toutes les prescriptions définies par les déclarations d'utilité publique de ces captages ou, par anticipation, dans les rapports hydrogéologiques pour la protection de la ressources en eau.

En conséquence, il convient de modifier en ce sens le projet de révision « allégée » n° 1 du PLU, en ajoutant un point n° 15 – Prise en compte de l'avis de l'ARS sur les périmètres de protection de captage des eaux et en modifiant le plan de zonage et le règlement.

Il est proposé au Conseil municipal :

- **D'APPROUVER** les modifications apportées au projet de révision « allégée » n° 1 du PLU arrêté le 7 avril 2018, mentionnée ci-dessus et listées en annexe.
- **D'APPROUVER** la révision « allégée » n° 1 du PLU telle qu'annexée à la présente délibération.
- **DE DIRE** que la présente délibération, les documents de réponses aux observations, avis, recommandations et le dossier de PLU seront transmis au contrôle de légalité.
- **DE DIRE** que conformément aux articles R. 153-20 et suivants du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal du département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de la ville.
- **DE DIRE** que conformément aux dispositions des articles L. 153-24 et L. 153-25 du Code de l'urbanisme, le PLU approuvé deviendra exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité et à l'issue du délai d'un mois à compter de sa transmission au Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier de PLU, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications.
- **DE DIRE** que, conformément à l'article L. 153-22 du Code de l'urbanisme, le PLU approuvé est tenu à la disposition du public aux Services Techniques, Service Aménagement Urbain, situés 53 Avenue de l'Hermitage en ZA de Berret, aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que dans les locaux de la Préfecture du Gard.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en application du Plan Local d'Urbanisme.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Sur le premier mandat qui va de 2008 à 2014, nous avons refait sur Bagnols le plan d'urbanisme. C'est-à-dire en gros, nous avons dit « là-bas on peut construire, là on ne peut plus car il faut garder de la terre agricole pour cultiver mais aussi pour constituer des réserves dans l'avenir au cas où nous aurions besoin d'autosuffisance alimentaire, là ce sont des zones naturelles, des forêts dans lesquelles nous n'avons ni le droit de construire, ni le droit de cultiver ». Tout ceci a donné lieu au Plan Local d'Urbanisme. Et puis comme tout document régi par des règlements, par des lois, derrière, régulièrement on fait des modifications. Pour faire ces modifications du PLU il faut suivre toute une procédure, c'est-à-dire travailler avec l'État, faire des réunions publiques, une personne qui rédige des rapports d'enquêtes. A la fin, on regroupe tout et on fait une modification. Tout ceci prend beaucoup de temps, voire deux ans ½ à 3 ans pour faire ce petit document. Les procédures sont longues mais elles sont importantes parce que c'est notre quotidien, la vie

environnementale de chacun qui en dépend, c'est très lourd, c'est très rébarbatif. C'est donc la fin de la 1^{ère} révision et j'ai déjà donné mission à M. Poutier de préparer la 2^{ème}.

Serge ROUQUAIROL : Dans le souci d'éclairer sur le plan pédagogique, je rappelle qu'il y avait eu une 1^{ère} révision du PLU à l'époque où j'étais aux affaires. Donc, ce sont des histoires qui s'enchaînent et ce qui est important dans ce texte, c'est un mot un peu compliqué, on dit qu'il est « opposable ». Cela veut dire que ce texte fait la loi qui fait que vos parents, vos grands-parents qui sont propriétaires d'un terrain savent à quelles conditions ils peuvent le vendre, que vos parents ou vos grands-parents qui veulent acheter un terrain savent à quelles conditions ils l'achètent, avec quelles implications pour eux : obligations de construire à telle distance, obligations ou interdiction de construire à plus de telle hauteur, etc., etc. Quand on dit que c'est très important, c'est pour le quotidien de tous les gens qui vivent sur la commune et ça modifie parfois dans des proportions non négligeables la valeur de leur patrimoine foncier ou immobilier quand ils en ont un. C'est pour cette raison que vous avez des enquêtes publiques qui durent et c'est pour ça que tout le monde a le droit de dire « Non mais là on limite le mur à telle hauteur et ça ne me va pas, est-ce que ce ne serait pas pour arranger untel ?, etc.. ». Les questions sont parfois un peu tordues mais la personne dont a parlé M. le Maire qui accueille toutes les plaintes de gens qui s'inquiètent, elle traduit toutes ces questions qui peuvent ressembler à des questions de mauvais voisinage, en termes de lois, de règlements et à ce compte-là ça devient ce sur quoi on s'appuie quand on achète chez le notaire, etc.

Claudine PRAT : Ce projet qui est en 15 points avait donné lieu à des avis favorables de toutes les personnes publiques autorisées : la DDTM, l'État, l'agglomération. La CCI n'aurait pas répondu, l'INAO non plus, la Chambre d'agriculture on a un mail qui dit qu'elle n'a pas pu assister à la réunion mais qu'elle n'a pas de remarques. Tout ceci a donné lieu à des remarques que vous avez prises en compte dans votre courrier. Ce qui m'inspire deux questions. Dans votre courrier, vous avez dit ne pas vouloir retirer le point n° 3 mais étudier l'opportunité de ce point-là. Vous dites en même temps, ce qui est bien, que la commune a exprimé son intention de soutenir le potentiel agricole communal. Or, aujourd'hui on s'aperçoit qu'il a tout simplement disparu, ce qui n'est pas une modification vraiment mineure. Donc, je voudrais savoir pourquoi vous êtes passé de la position de réétudier à la suppression ?

Jean-Yves CHAPELET : Vous faites en même temps, la question et la réponse. C'est parce qu'on l'a réétudiée que nous avons opté pour son retrait. Pour votre gouverne, c'est une modification mineure par rapport à l'ensemble du PLU de Bagnols. Je rappelle un peu l'historique de cette parcelle AY 118. Initialement, lorsqu'on détermine le zonage de la zone U du PLU à l'époque, souvenez-vous, nous n'avons pas encore les nouvelles cartes du PPRI. Quand la carte des zones inondables du PPRI arrivent, nous nous apercevons que cette zone a reculé. A l'époque on dit OK, on a une demande des personnes de ce quartier pour que ça passe constructible, nous faisons une révision n° 1 du PLU en l'incluant dedans. Sauf que sur ce vient se greffer une 2^{ème} problématique, c'est celle de la réserve agricole pour laquelle la DDTM nous dit de façon explicite « vous avez de la réserve foncière ailleurs et là vous agrandissez la zone agricole en zone U, nous ne voyons pas ça d'un œil favorable ». On a au niveau du commissaire-enquêteur dans le cahier d'enquête publique la même chose, donc, on a étudié, on a regardé, on a tiré les conséquences et on retire une parcelle. C'est nous qui

l'avions proposée et c'est nous qui la retirons suite aux recommandations de la DDTM, du Conseil départemental et du Commissaire-enquêteur.

Vincent POUTIER : Si je peux me permettre Mme PRAT, c'est bien un problème d'erreur de sémantique du commissaire-enquêteur. C'est-à-dire que dans la procédure au moment où il fait l'observation, le Maire puisqu'on est en période de concertation ne peut pas prendre la décision de retirer. Donc, il faut laisser le processus se dérouler et une fois l'enquête publique terminée, le rapport déposé, à ce moment-là le Maire peut prendre la décision.

Claudine PRAT : J'ai une 2^{ème} remarque sur le fait qu'on ne parle plus de surface constructible mais de surface de plancher, ce qui est une bonne chose à mon avis, par contre, qui dit plancher on a aussi tout ce qui est terrasse extérieure, tout ce qui est imperméabilisé. Qu'est-ce qu'on a comme moyens de contrôles là-dessus ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous avons un agent assermenté aux ST qui contrôle systématiquement la conformité et régulièrement il est obligé d'intervenir auprès du constructeur pour qu'il se mette en conformité en déposant un permis de construire modificatif. Dans 99,9% des cas, les gens peuvent se mettre en conformité. Pour les autres quand ce qui a été construit même en tirant sur la réglementation ce n'est pas faisable, les gens doivent se mettre en conformité techniquement. Le plus pénible, c'est quand les gens ne peuvent pas se mettre en conformité avec la loi, ils se trouvent devant un dilemme mais on ne lâche rien.

Claudine PRAT : C'est bien. C'est normal. Ma 3^{ème} remarque concerne les secteurs 2AU1 et 2AU2 sur lesquels figure une OAP. Normalement une OAP porte sur la surface totale définie alors qu'il a été rajouté « à l'exclusion des unités foncières déjà bâties ». Si je comprends bien, l'OAP peut se faire autour des maisons ce qui veut dire que les gens qui ne voudront pas céder leurs biens se retrouveront encerclés de constructions.

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que l'intérêt général passe avant l'intérêt individuel. Maintenant, si vous achetez ou construisez sur un terrain au milieu d'une zone 2AU 1 ou 2AU2 frappée de surcroît d'une OAP, lorsque vous demandez un certificat d'urbanisme c'est précisé.

Claudine PRAT : Dans ce cas-là oui mais pour les gens qui ont acheté avant ?

Jean-Yves CHAPELET : Pour les gens qui ont acheté avant, il y avait le PLU pour lequel tout est transparent. Les gens qui ont acheté à l'époque savaient ce qui allait se passer. Mais, c'est toujours l'intérêt général qui prime.

Claudine PRAT : Si c'est pour l'intérêt général c'est très bien.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (C. PRAT)

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition de parcelles auprès des copropriétaires du Clos de l'Ancyse - Rue du clos de l'Ancyse**

1/ Note synthétique de présentation :

Les copropriétaires du Clos de l'Ancyse se sont tournés vers la Commune afin de lui céder à 1 euro, les parcelles BY 427 et BY 631, pour une superficie de 102 m² et 33 m².

Ces parcelles sont constitutives de places de stationnement non closes. Etant donné qu'elles sont utilisables et utilisées par des automobilistes autres que les copropriétaires du Clos de l'Ancyse, il apparaît logique que la Commune prenne en charge ces deux parcelles qui jouxtent une voie publique.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès des copropriétaires du Clos de l'Ancyse, les parcelles cadastrées BY 427 pour une superficie de 102 m² et BY 631 pour une superficie de 33 m², au prix de 1 euro,
- que les frais notariés seront à la charge de la commune,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 15

Rapporteur : M.GRAZIANO-BAYLE

Objet : **Approbation du contrat de concession du service public d'alimentation en eau potable avec la Société VEOLIA EAU**

1/ Note synthétique de présentation :

La Commune de Bagnols-sur-Cèze a confié à un prestataire via un contrat de délégation de service par affermage, le service public de l'eau potable depuis le 01/01/2007 pour une durée de 12 ans.

Le terme de l'actuelle convention de gestion déléguée du service public d'eau potable, tel qu'il résulte du dernier avenant conclu, est fixé au 31 décembre 2019.

La Commune de Bagnols-sur-Cèze a par délibération du 13 avril 2019 autorisé le Maire à procéder à la passation d'une procédure de concession de service pour l'alimentation en eau potable.

Le 7 mai 2019, la procédure de concession de service a été mise en œuvre. La date limite de réception des candidatures était fixée au 11 juin 2019 à 12h00, un (1) pli a été reçu.

Le 17 juin 2019 à 17h30, la Commission de délégation de service public (CDSP) s'est réunie pour procéder à l'ouverture des plis et établir la liste des candidats admis à présenter une offre.

Un seul candidat a remis une offre : Société VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX.

Le 17 juin 2019, le pli a été ouvert en commission et a été admis à analyse. Le même jour, elle a procédé à l'ouverture de l'offre reçue et renvoyée à analyse.

Le 27 août 2019 à 17h00, la Commission de délégation de service public s'est réunie pour procéder à l'analyse des propositions du candidat et émettre un avis.

La Commission de délégation de service public, en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, émet un avis favorable à l'offre de VEOLIA et recommande au Maire d'engager les négociations avec VEOLIA EAU sur la base des propositions faites en base et en variante, en privilégiant les discussions sur la variante libre, au vu de son rapport d'analyse de la proposition du candidat.

Des négociations ont été entreprises avec le candidat en deux temps.

Une première réunion de négociations s'est tenue le 2 octobre 2019 aux fins que le candidat apporte notamment réponse aux demandes de précisions attendues sous la forme de 17 questions établies sur la base du rapport d'analyse des offres et relatives aux détails de certains points de l'offre.

Une seconde réunion s'est tenue le 28 octobre 2019, au cours de laquelle le candidat y a formulé ses réponses et dernières offres.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver le contrat de concession du service public de l'alimentation en eau potable avec la Société VEOLIA Eau et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat de concession du service public et ses annexes, et à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la délibération.

Question présentée aux Commissions urbanisme, travaux, environnement et des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Claudine PRAT : On peut se demander étant donné que la compétence passe au 1^{er} janvier à l'agglomération pourquoi on signe un contrat de 8 ans juste avant ce transfert ?

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que le contrat avec Veolia se termine au 31 décembre et que le transfert de compétence débutera au 1^{er} janvier 2020 et donc il nous appartenait en étroite collaboration avec l'agglomération de continuer à négocier pour que ce transfert se passe bien. Globalement, il n'y a pas grand-chose qui va bouger dans la gestion de l'eau et de l'assainissement. Ensuite, pourquoi les 8 ans ? C'est intéressant comme question. Nous sortons d'un contrat de 12 ans avec Veolia plus une année de reconduction mais dès le début du contrat, nous avons collectivement décidé que les 2% du marché qui reviennent à la Mairie serviraient à prendre un cabinet d'avocats spécialisés qui nous a suivi tout au long de ce contrat et notamment lors de l'ouverture de la Commission de délégation de service public et nous avons également pris une assistance à maîtrise d'ouvrage pour nous aider. De ce fait, nous avons vraiment eu un soutien juridique, commercial, technique avec les services. En outre, je tiens à préciser que le rendement de distribution en eau potable de la Mairie de Bagnols est le meilleur du Gard. Quand je dis rendement ça part du château d'eau à l'aval du compteur et si on fait le calcul, 82 % de l'eau qui part du château d'eau, ressort au compteur. Par contre, ce que l'on ne maîtrise pas c'est le rendement qui va du compteur du particulier à son robinet. Chacun paie sa facture d'eau, on ne voit rien. Nous avons donc demandé à notre délégataire de continuer à faire des investissements pour que ces 82% se maintiennent. 82% c'est environ 300 000 € d'investissement par an sur l'entretien des canalisations mais en plus de nous segmenter le réseau, c'est-à-dire de mettre des débitmètres dans certains secteurs pour être encore plus réactifs en cas de fuite. Pour le particulier, nous avons demandé, dans les trois ans qui viennent, la mise en œuvre de la télé-relève sur tous les compteurs d'eau. Comment cela fonctionne-t-il ? Deux fois par jour, une impulsion est envoyée et donne le volume d'eau consommée ce qui permet aux consommateurs de payer sa facture d'eau tous les 6 mois sur le volume réel consommé et non sur une estimation moyenne et surtout le particulier est informé en direct si sa consommation d'eau s'envole en raison d'une fuite. La raison des 8 ans est que ce procédé permet à la collectivité de maintenir sur la durée du contrat un tarif raisonnable sachant qu'elle pourra poursuivre l'amortissement sur la durée du contrat.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 16

Rapporteur : M. GRAZIANO-BAYLE

Objet : **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du réseau communal**

1/ Note synthétique de présentation :

La Directive n° 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement impose, pour les grandes infrastructures, les grandes agglomérations et les grands aéroports, l'élaboration de cartes stratégiques du bruit et, à partir de ces cartes, des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement est constitué des éléments décrits dans l'Article L572-6 du Code de l'environnement à savoir :

- une évaluation du nombre de personnes exposées à un niveau de bruit excessif,
- l'identification des sources des bruits dont les niveaux pourraient être réduits,
- le recensement des mesures prévues par les autorités compétentes,
- le PPBE comporte également le bilan de la consultation du public.

L'élaboration du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la commune de Bagnols-sur-Cèze s'articule autour de trois étapes :

- Etape 1 : Diagnostic du territoire – Identification des zones bruyantes concernées
- Etape 2 : Analyse des secteurs à enjeux acoustiques (zones bruyantes)
- Etape 3 : Consultation du public et finalisation du PPBE

La réalisation des étapes 1 et 2 a permis, après analyse des cartes de Bruit stratégiques et du PPBE des routes départementales, d'identifier une seule infrastructure routière communale à savoir l'avenue de l'Europe.

Sur cette voie d'une longueur de 370 m entre l'intersection avec la RN 580 au Nord et l'avenue Paul-Langevin au Sud, les cartes de Bruit stratégiques identifient 695 personnes, une école maternelle et une école primaire (Jean-Jaurès) exposées à un niveau sonore excessif.

Cet axe qui présente une densité de population et un trafic routier important est exposé à un bruit d'origine essentiellement routière. Ce bruit routier a la caractéristique d'être un bruit permanent dont l'intensité variera selon le volume du trafic, le type de trafic, le type de moteur/pneu mais aussi de l'aménagement et du revêtement des voiries ainsi que de la vitesse des véhicules et de la manière de conduire des automobilistes.

Aucune action spécifique n'est pour l'heure prévue au droit de l'avenue de l'Europe mais la commune de Bagnols-sur-Cèze poursuit sa politique de sécurisation des circulations. Cette stratégie globale s'appuie notamment sur :

- mise en place de « zone 30 » urbaine,
- installation de ralentisseurs,
- achat de 2 radars pédagogiques,
- mise en place d'un programme de déploiement de pistes cyclables,
- mise en place de réduction de vitesse aux entrées de la ville,
- réduction de la largeur des voies quand cela est possible.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 13 novembre 2019.

Catherine EYSSERIC : Concernant le bruit ferroviaire qui n'est pas le bruit routier qui a été identifié dans le premier diagnostic, c'est une question qui a été abordée lors du lancement de la concertation qui a eu lieu sur la réouverture aux voyageurs de la ligne Ter. A ce sujet, certaines populations ont exprimé leurs craintes sur le fait de faire circuler plus de trains sur la ligne qui pourrait provoquer des nuisances sonores dans leur environnement d'habitations. Je voulais dire que c'est un sujet qui peut soucier certains habitants. La SNCF a donc commencé à émettre dans le cadre de la concertation, un certain nombre d'explications notamment sur les huit allers-retours qui ne sont pas la densité de trafic que l'on connaît aujourd'hui mais que les trains de voyageurs sont beaucoup moins bruyants que les trains de fret et que donc du coup la nuisance sonore ne devrait pas être un problème.

Christian ROUX : Je voudrais faire un petit commentaire à propos du bruit. Je pense qu'il ne faut pas inquiéter non plus la population car pour avoir un impact sur la santé il faut quand même avoir des intensités fortes et on en est assez loin. On vit à Bagnols-sur-Cèze, nous ne sommes pas en région parisienne ou au bord d'une autoroute. Je pense qu'il faut dans la communication éviter de dramatiser.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 17

Rapporteur : J-Y CHAPELET

Objet : **Dispositif « Cœur de Ville » : avenant à la convention FISAC**

1/ Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est l'une des 222 villes moyennes bénéficiaires du programme national « Action Cœur de Ville » de revitalisation des villes centre de leur territoire.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » est couplé au dispositif « FISAC » que la commune avait souhaité porter dès 2018. Le « FISAC » (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce) a pour vocation de soutenir les activités artisanales et commerciales de proximité.

Le dispositif « FISAC » prévoit de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 – Modernisation des entreprises de proximité existantes
- Axe 2 – Amélioration de l'environnement et de l'offre commerciale
- Axe 3 – Promotion du Commerce et de l'artisanat local
- Axe 4 – Développement du professionnalisme et de l'innovation dans les pratiques commerciales
- Axe 5 – Evaluation de l'impact du programme FISAC

La Commune a demandé à ce que les actions de la CMA du Gard, qui avaient été oubliées dans le budget global, soient intégrées au moyen d'un avenant que la DIRECCTE a accepté et validé par décision n° 18-0228 bis du 23 juillet 2019 modifiant la décision n° 18-0228 du 31 décembre 2018 ainsi que le nouveau tableau financier.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 24/2019 au 30/2019**

N° 24/2019 : Marché de travaux concernant les travaux de requalification de la place Jean-Jaurès de la commune de Bagnols-sur-Cèze.

N° 25/2019 : Passation d'une convention de mise à disposition d'une partie d'un logement en colocation – 2 rue du Cinquantenaire de la libération.

N° 26/2019 : Achat et revente du catalogue « Albert-André » - Peintre post-impressionniste.

N° 27/2019 : Mise en place d'une ligne de trésorerie interactive de 1 000 000 € auprès de la Caisse d'Épargne LR.

N° 28/2019 : Renouvellement de la convention de mise à disposition de logements avec l'Association pour le Logement dans le Gard (ALG) – Avenant n° 2.

N° 29/2019 : Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un terrain à l'association « Vie et Lumière ».

N° 30/2019 : Convention de courtage aux enchères avec la société AgoraStore.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous remercie. Je vous rappelle que le 2 décembre il y a une réunion publique concernant la réouverture de la rive droite. Je vous encourage à y participer.

Le prochain Conseil municipal se déroulera le 14 décembre et donnera lieu au vote du budget.

Je vous souhaite un bon après-midi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **12 h.**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET